

# **Contrat-Type d'Equilibre**

**31 mars**

**Version 1.3**

## Sommaire

<b>CONTRAT-TYPE D'EQUILIBRE .....</b>	<b>2</b>
<b>Chapitre 1 : Généralités.....</b>	<b>2</b>
Article 1. Définitions .....	2
Article 2. Abréviations et unités .....	2
Article 3. Objet du Contrat .....	2
Article 4. Services de Flexibilité fournis par le Coordinateur .....	2
4.1 Principe général .....	2
4.2 Service de Flexibilité Standard .....	2
4.3 Flexibilité Supplémentaire.....	2
4.4 Attribution de la Flexibilité Supplémentaire .....	2
<b>Chapitre 2 : Durée du contrat – Fin – Résiliation .....</b>	<b>2</b>
Article 5. Durée du contrat.....	2
Article 6. Conditions d'Utilisation du Réseau de Transport .....	2
Article 7. Résiliation .....	2
7.1 Résiliation à l'initiative du Responsable d'Equilibre.....	2
7.2 Résiliation pour manquement fautif et imputable .....	2
Article 8. Fusion – Apport – Cession .....	2
Article 9. Interruptions et réductions du Service de Flexibilité.....	2
<b>Chapitre 3 : Tarification - Facturation - Paiement .....</b>	<b>2</b>
Article 10. Tarification .....	2
Article 11. Facturation.....	2
Article 12. Renseignements.....	2
Article 13. Contrôle des enregistrements .....	2
Article 14. Paiement .....	2
Article 15. Contestation des factures.....	2
<b>Chapitre 4 : Responsabilité – Force majeure.....</b>	<b>2</b>
Article 16. Responsabilité des Parties .....	2
16.1 Responsabilité à l'égard des tiers .....	2
16.2 Responsabilité du Responsable d'Equilibre à l'égard du Coordinateur .....	2
16.3 Responsabilité du Coordinateur à l'égard du Responsable d'Equilibre .....	2
16.4 Plafonds de responsabilité.....	2
Article 17. Force majeure et circonstances assimilées .....	2
<b>Chapitre 5 : Concertation, litiges et droit applicable .....</b>	<b>2</b>
Article 18. Droit applicable .....	2
Article 19. Validité du Contrat .....	2
Article 20. Changement de circonstances .....	2
Article 21. Concertation .....	2
Article 22. Litiges .....	2
<b>Chapitre 6 : Divers .....</b>	<b>2</b>
Article 23. Confidentialité .....	2
Article 24. Langue.....	2
Article 25. Impôts, taxes et prélèvements .....	2
 <b>MANUEL D'EQUILIBRE .....</b>	 <b>2</b>
<b>Chapitre 1 : Généralités.....</b>	<b>2</b>
Article 1. Objet du Manuel d'Equilibre .....	2
Article 2. Clauses relatives au Biogaz .....	2
Article 3. Notations .....	2
<b>Chapitre 1 : Nomination et Allocation.....</b>	<b>2</b>

Article 4.	Règles relatives au processus de Nomination .....	2
4.1	Principes généraux .....	2
4.2	Echéances .....	2
4.3	Informations requises .....	2
4.4	Renominations .....	2
4.5	Contrôle des Nominations et des Renominations .....	2
Article 5.	Règles d'Allocation .....	2
5.1	Allocation aux Points d'Entrée .....	2
5.2	Allocation au Point de Fourniture Industriels (PFI) .....	2
5.3	Allocation au Point de Fourniture Distribution (PFD) .....	2
<b>Chapitre 2 :</b>	<b>Règles d'équilibrage .....</b>	<b>2</b>
Article 6.	Généralités .....	2
Article 7.	Tolérance Journalière (DIT) .....	2
7.1	Définition .....	2
7.2	Calcul du dépassement du DIT .....	2
7.3	Montant de la pénalité en cas de dépassement .....	2
Article 8.	Prix de l'énergie d'ajustement .....	2
8.1	Cas d'un déficit de gaz naturel pour le Responsable d'Equilibre .....	2
8.2	Cas d'un excédent de gaz naturel pour le Responsable d'Equilibre .....	2
Article 9.	Tolérance Horaire (HIT) .....	2
9.1	Définition .....	2
9.2	Calcul du dépassement du HIT .....	2
9.3	Augmentation du HIT en cas d'interruption de capacités interruptibles de niveau 1 .....	2
9.4	Montant de la pénalité en cas de dépassement .....	2
Article 10.	Tolérance Cumulée (CIT) .....	2
10.1	Définition .....	2
10.2	Calcul du dépassement du CIT .....	2
10.3	Augmentation du CIT en cas d'interruption de capacités interruptibles de niveau 1 .....	2
10.4	Montant de la pénalité en cas de dépassement .....	2
Article 11.	Règles complémentaires .....	2
Article 12.	Attribution de la Flexibilité Supplémentaire .....	2

## CONTRAT-TYPE D'EQUILIBRE

Entre CREOS Luxembourg S.A., dont le siège social est au Luxembourg, 2 boulevard Roosevelt, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés du Grand-Duché de Luxembourg sous le numéro B4513, en tant que Coordinateur d'Equilibre du Réseau de Transport de gaz naturel du Grand-Duché de Luxembourg, dénommé ci-après « Coordinateur » et représentée par son CEO, Monsieur Romain BECKER et par son Head of Dispatching Department, Monsieur Carlo BARTOCCI,

d'une part

et «ENTREPRISE» «Raison», dont le siège social est à «LOCALITE», «ADRESSE» «CP», sous le numéro de registre «NREGISTRE», dénommé ci-après le « Responsable d'Equilibre » et représentée par (coordonnées & fonction des représentants)

\_\_\_\_\_,  
\_\_\_\_\_, et  
\_\_\_\_\_,  
\_\_\_\_\_.

ou par défaut, ci-après dénommés individuellement une « Partie » ou conjointement les « Parties »,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

## Chapitre 1 : Généralités

### Article 1. Définitions

Dans le présent Contrat et dans tous documents échangés entre les Parties relativement à son application, les termes dont la première lettre est en majuscule ont la définition indiquée ci-dessous ou, à défaut, la définition qui leur est donnée dans le Code de Distribution du Gaz Naturel au Grand-Duché de Luxembourg (ci-après le « Code de Distribution ») ou dans les Règles d'accès aux capacités de transport sur le réseau de Creos (ci-après « Règles d'Accès ») :

- (1) « Allocation » : processus par lequel le Coordinateur attribue à chaque Responsable d'Equilibre les quantités d'énergie aux différents Points d'Entrée et de Fourniture ;
- (2) « Autorité de Régulation », « Régulateur » : Institut Luxembourgeois de Régulation (I.L.R.) ;
- (3) « Balancing Point » ou « BAP » : point d'équilibrage virtuel dont le périmètre comprend les Points d'Entrée, les Points de Fourniture Industriels, et le Point de Fourniture Distribution ;
- (4) « Ballon » : stockage virtuel de gaz naturel mis à la disposition d'un Responsable d'équilibre au titre du Service de Flexibilité ;
- (5) « Capacités Fermes » : capacités dont la disponibilité est garantie contractuellement dans des conditions normales d'exploitation, notamment hors travaux ou hors cas de force majeure ;
- (6) « Capacités Interruptibles de niveau 1 » : capacités dont la disponibilité n'est pas garantie et dont la probabilité d'interruption est très faible ;
- (7) « Capacités Interruptibles de niveau 2 » : capacités dont la disponibilité n'est pas garantie et dont la probabilité d'interruption est supérieure à celle de la Capacité Interruptible de niveau 1. Elles sont interrompues avant les Capacités Interruptibles de niveau 1 ;
- (8) « Client Final du Réseau de Transport » ou « Client Final » : personne physique ou morale ayant la jouissance d'un Point de Comptage en service appartenant au Réseau de Transport, et achetant du gaz naturel pour son utilisation propre ;
- (9) « Contrat Cadre Fournisseur » : document contractuel régissant les relations entre le GRT et un Fournisseur de gaz naturel, conformément à l'article 39 de la Loi ;
- (10) « Contrat de Raccordement » : document contractuel régissant les relations entre le Gestionnaire du Réseau de Transport et un preneur de raccordement ;
- (11) « Contrat d'Utilisation du Réseau de Transport » : document contractuel régissant les relations entre le Gestionnaire du Réseau de Transport et un Client Final, conformément à l'article 39 de la Loi ;
- (12) « Cumulated Imbalance Tolerance » ou « CIT » : Déséquilibre cumulé autorisé par le Coordinateur au cours d'une Journée Gazière entre les volumes alloués aux Points d'Entrée et les volumes alloués aux Points de Fourniture (après déduction du Gaz Carburant) ;
- (13) « Coordinateur d'Equilibre » : personne morale désignée par le Régulateur en charge de la vérification de l'équilibre global d'un ou plusieurs réseau(x) de gaz naturel. Il existe un Coordinateur d'Equilibre pour le BAP et un pour la Zone de Distribution ;

- (14) « Daily Imbalance Tolerance » ou « DIT » : Déséquilibre autorisé par le Coordinateur entre les volumes quotidiens alloués aux Points d'Entrée et les volumes alloués aux Points de Fourniture (après déduction du Gaz Carburant) ;
- (15) « Débit Horaire » : quantité de gaz naturel exprimée en Nm<sup>3</sup> prélevée durant une heure légale ;
- (16) « Déséquilibre » : différence entre les quantités allouées aux Points d'Entrée et aux Points de Fourniture ;
- (17) « Dispositif de Mesurage » : ensemble installé chez un client ou faisant partie du Poste de Prélèvement qui regroupe un ou plusieurs des éléments suivants : des équipements de mesure et de calcul, des équipements de télétransmission et des systèmes ou procédures de calcul. Le Dispositif de Mesurage est utilisé par un gestionnaire de réseau pour déterminer les quantités de gaz naturel prélevé par le Client Final ;
- (18) « Distribution » : acheminement de gaz naturel par l'intermédiaire de réseaux locaux ou régionaux de gazoducs aux fins de fourniture à des clients, mais ne comprenant pas la fourniture ;
- (19) « Fournisseur » : toute personne physique ou morale effectue la Fourniture ;
- (20) « Fourniture » : livraison et/ou vente à des clients de gaz naturel, y compris de GNL ;
- (21) « Gaz Carburant » : quantité de gaz naturel exprimée en pourcentage de l'énergie injectée par un Fournisseur à un Point d'Entrée et requise par le GRT pour différentes opérations de gestion de son Réseau de Transport (pertes de pression, préchauffage...) ;
- (22) « Gestionnaire de Réseau de Distribution » ou « GRD » : toute personne physique ou morale qui effectue la Distribution et est responsable de l'exploitation, de l'entretien et, si nécessaire, du développement du Réseau de Distribution dans une zone donnée et, le cas échéant, de ses connexions avec d'autres réseaux, ainsi que de garantir la capacité à long terme du réseau à satisfaire une demande raisonnable de Distribution de gaz naturel ;
- (23) « Gestionnaire de Réseau de Transport » ou « GRT » : toute personne physique ou morale qui effectue le transport et est responsable de l'exploitation, de l'entretien et, si nécessaire, du développement du Réseau de Transport dans une zone donnée et, le cas échéant, de ses interconnexions avec d'autres réseaux, ainsi que de garantir la capacité à long terme du réseau à satisfaire une demande raisonnable de transport de gaz naturel ;
- (24) « Hourly Imbalance Tolerance » ou « HIT » : variation autorisée par le Coordinateur du volume horaire acheminé par rapport au volume horaire moyen nominé par un Responsable d'Equilibre pour une journée donnée ;
- (25) « Journée Gazière » : période de 23, 24 ou 25 heures consécutives commençant à 6 h du matin (heure civile) et se terminant à 6 h du matin (heure civile) le lendemain ;
- (26) « Loi » ou « Loi du 1<sup>er</sup> août 2007 » : loi du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel ;
- (27) « Mois » : période commençant à 6h du matin le premier jour de chaque mois calendrier et finissant à 6 h du matin le premier jour du mois suivant ;
- (28) « Nomination » : processus par lequel chaque Responsable d'équilibre annonce à l'avance (« nomine ») au Coordinateur d'Equilibre les quantités de gaz naturel, exprimées en énergie (kWh) par heure, à acheminer pour son compte, afin de permettre au Coordinateur d'Equilibre de remplir ses obligations en matière de coordination de l'équilibre sur le BAP ;
- (29) « Période Hivernale » : période comprenant les Mois de novembre, décembre, janvier, février et mars ;

- (30) « Période Estivale » : période comprenant les Mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre, et octobre ;
- (31) « Point d'Entrée » : point où un Fournisseur injecte ou fait injecter du gaz naturel ou du Biogaz à l'entrée du Réseau de Transport ;
- (32) « Point d'Entrée Allemagne » ou « PEA » : Point d'Entrée qui matérialise l'interconnexion avec l'Allemagne ;
- (33) « Point d'Entrée Belgique » ou « PEB » : Point d'Entrée qui matérialise l'interconnexion avec la Belgique ;
- (34) « Point d'Entrée Biogaz » : Point d'Entrée défini comme le point d'interface virtuel où le Fournisseur met à disposition du GRT du Biogaz injecté dans le Réseau de Transport, soit par des Injecteurs Réglementés lorsque le Fournisseur a acquis des droits de commercialisation dans le cadre du Mécanisme de Compensation, soit par des Injecteurs Marché Libre ayant conclu des contrats de vente avec le Fournisseur ;
- (35) « Point d'Entrée France » ou « PEF » : Point d'Entrée qui matérialise l'interconnexion avec la France ;
- (36) « Point de Comptage » : point du Réseau de Transport ou d'un Réseau de Distribution où une quantité d'énergie est mesurée par un Dispositif de Mesurage pouvant être situé soit à l'interface entre deux réseaux soit au niveau du raccordement d'un Client Final ;
- (37) « Point de Fourniture » : point où le Gestionnaire du Réseau de Transport met à la disposition d'un Fournisseur, et où est réalisé le transfert de propriété et de risques liés au transport de gaz naturel. Le Fournisseur prélève ou fait prélever le gaz naturel mis à sa disposition à ce Point de Fourniture en vue de le fournir à son client. Afin de faciliter l'accès des tiers au Réseau de Transport, deux Points de Fourniture particuliers ont été définis :
  - a. « Point de Fourniture Industriels » ou « PFI » : point d'interface virtuel où le GRT met à la disposition du Fournisseur le gaz naturel permettant d'approvisionner l'ensemble de ses clients possédant un Dispositif de Mesurage qui permet une lecture en temps réel des données de consommation de gaz naturel. Le PFI correspond donc au regroupement des Points de Fourniture des clients de ce type du Fournisseur ;
  - b. « Point de Fourniture Distribution » ou « PFD » : point d'interface virtuel entre le BAP et la Zone de Distribution où le GRT met à disposition des Fournisseurs le gaz naturel qu'ils injectent dans la Zone de Distribution ;
- (38) « Poste de Prélèvement » : installation, assurant généralement les fonctions de détente, de régulation de pression et de comptage du gaz naturel livré, située à l'extrémité aval d'un branchement ;
- (39) « Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) » : quantité de chaleur, exprimée en kWh, dégagée par la combustion complète dans l'air sec, sous une pression constante de 1.013,25 mbar, d'un Nm<sup>3</sup> de gaz naturel, lorsque les produits de combustion sont refroidis à la température initiale du gaz naturel et de l'air égale à 25°Celsius, et lorsque toute l'eau formée pendant la combustion est condensée à la température de 25°Celsius ;
- (40) « Règles d'Accès » : ensemble des règles décrites dans le document intitulé : « Règles d'accès aux capacités de transport sur le réseau de Creos » approuvé par l'Autorité de Régulation et disponible sur le site Internet du GRT ([www.creos.lu](http://www.creos.lu)) ;
- (41) « Réseau de Distribution » : ensemble d'ouvrages et d'installations dans une zone donnée, géré par un Gestionnaire de Réseau de Distribution, constitué notamment de conduites à gaz moyenne et basse pression, d'organes de détente, d'organes de sectionnement et d'installations associées, auquel sont raccordés des Clients Finaux et des Injecteurs de Gaz ;



- (42) « Réseau de Transport » : ensemble d'ouvrages, d'installations et de systèmes appartenant au GRT et exploités par le GRT, constitué notamment des conduites de gaz naturel, d'installations de mesures, d'organes de détente, d'organes de sectionnement, de systèmes de télétransmission et de systèmes informatiques, au moyen duquel le GRT réalise des prestations de transport de gaz naturel moyenne pression ou haute pression ;
- (43) « Responsable d'Equilibre » : Fournisseur ayant signé un Contrat-Type d'Equilibre avec le Coordinateur d'Equilibre du BAP, financièrement responsable de l'équilibre entre ses injections aux Points d'Entrée et ses soutirages de gaz naturel aux Points de Fourniture ;
- (44) « Sécurité » : à la fois la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel et la sécurité technique ;
- (45) « Utilisateur du Réseau » : toute personne physique ou morale alimentant le réseau ou desservie par le réseau ;
- (46) « Zone de Distribution » : périmètre situé en aval du Point de Fourniture Distribution qui rassemble les Postes de Prélèvement exploités par les GRD et les Postes de Prélèvement exploités par le GRT, situés sur le Réseau de Transport et ne possédant pas de Dispositif de Mesurage télé-relevé en temps réel.

## **Article 2. Abréviations et unités**

- (47) « DVGW » : Deutscher Verband der Gas und Wasserwirtschaft ;
- (48) « kWh » : kilowatt heure, tel que défini dans la norme ISO 1000 unités SI ;
- (49) « MWh » : 1000 kWh (1 MWh = 3,6 GJ) ;
- (50) « Bar » : unité de pression effective telle que définie dans la norme ISO 1000 unité SI (1 bar =  $10^5$  Pascal) ;
- (51) « Nm<sup>3</sup> » : normal mètre cube ; quantité de gaz naturel qui, à une température de 0°C et à une pression absolue de 1,01325 bar, occupe un espace d'un mètre cube ;
- (52) « EUR » : Euro.

## **Article 3. Objet du Contrat**

Le présent Contrat-Type d'Equilibre (ci-après le « Contrat ») a pour objet de régler les aspects techniques et financiers relatifs à l'équilibrage sur le Réseau de Transport de gaz naturel du Grand-Duché de Luxembourg, conformément à l'article 39 de la Loi.

Le Contrat définit en particulier les engagements et responsabilités respectifs du Coordinateur et du Responsable d'Equilibre relatifs au Service de Flexibilité fourni par le Coordinateur au Responsable.

Le document repris en Annexe 1 du présent Contrat, « Manuel d'Equilibre », définit les procédures de Nomination et d'Allocation des quantités d'énergie, les règles d'équilibrage et les modalités de calcul des pénalités, et fait partie intégrante du Contrat.



## Article 4. Services de Flexibilité fournis par le Coordinateur

### 4.1 Principe général

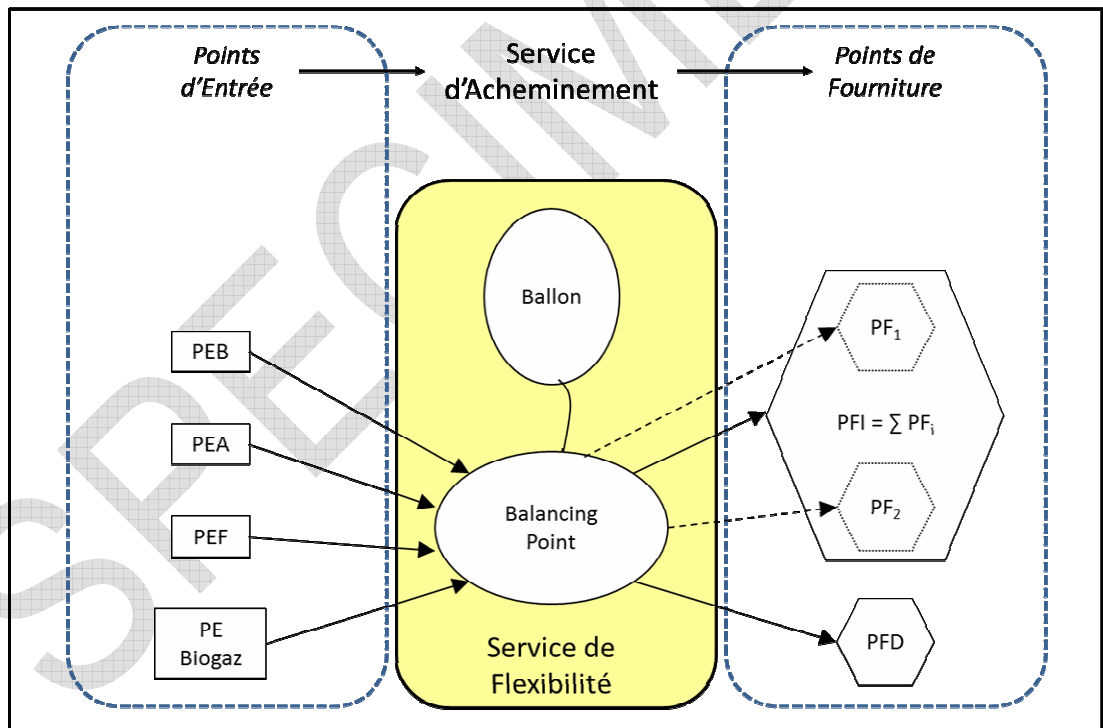
Afin d'assurer l'équilibrage du Réseau de Transport de gaz naturel, le Coordinateur fournit au Responsable d'Equilibre un Service de Flexibilité permettant à celui-ci de gérer au mieux ses Déséquilibres entre ses injections et ses soutirages de gaz naturel sur le Réseau de Transport, tout en l'incitant à les minimiser.

Conceptuellement, le gaz naturel (énergie en kWh) qui entre dans le Réseau de Transport pour y être acheminé, arrive au Point d'Equilibrage ou Balancing Point (BAP). Le gaz naturel (énergie en kWh) qui sort du réseau après y avoir été acheminé, provient du Point d'Equilibrage ou « Balancing Point » (BAP).

Le Service d'Acheminement est décrit dans le Contrat Cadre Fournisseur signé entre le GRT et le Responsable d'Equilibre agissant en sa qualité de Fournisseur.

L'équilibre entre les quantités d'énergie injectées et soutirées par le Responsable d'Equilibre est maintenu par le Coordinateur au niveau du BAP par des transferts d'énergie entre le Ballon du Responsable d'Equilibre et le BAP.

Toute quantité en surplus entrant dans le réseau est stockée temporairement dans le Ballon ; toute quantité en surplus sortant du réseau est soutirée du Ballon. Un (1) Ballon est dédié à chaque Responsable d'Equilibre actif sur le Réseau de Transport.



Si les caractéristiques du Ballon d'un Responsable d'Equilibre et/ou les quantités disponibles dans le Ballon d'un Responsable d'Equilibre sont insuffisantes, le Coordinateur :

- maintient l'équilibre au niveau du BAP ;
- pénalise le Responsable d'Equilibre fautif ;
- demande au GRT d'interrompre le Service d'Acheminement fourni au Responsable d'Equilibre fautif dans le cadre de son Contrat Cadre Fournisseur si le Coordinateur considère que le comportement du Responsable d'Equilibre est

fallacieux (nominations erronées, mauvaise définition des caractéristiques du Ballon...).

Le Coordinateur s'engage à fournir au Responsable d'Equilibre un Service de Flexibilité comprenant :

- Le Service de Flexibilité Standard, consistant en la gestion du Ballon du Responsable d'Equilibre au niveau du BAP ;
- Le Service de Flexibilité Supplémentaire permettant l'extension des capacités du Ballon. Ce service optionnel est souscrit le cas échéant par le Responsable d'Equilibre à travers la signature par les Parties et est décrit à l'article 4.4 du présent contrat.

#### **4.2 Service de Flexibilité Standard**

D'un point de vue opérationnel, le Service de Flexibilité Standard est limité au périmètre du PFI. Il est défini par les éléments suivants :

- Responsable d'Equilibre
- Date de début et date de fin
- Ballon standard
- Tolérance Horaire
- Tolérance Cumulée en Période Hivernale
- Tolérance Cumulée en Période Estivale
- Tolérance Journalière en Période Hivernale
- Tolérance Journalière en Période Estivale

Ces différents éléments sont décrits dans le Manuel d'Equilibre.

#### **4.3 Flexibilité Supplémentaire**

Le Service de Flexibilité Supplémentaire est proposé par le Coordinateur au Responsable d'Equilibre si ce dernier souhaite disposer de Tolérances Horaire, Journalière et Cumulée majorées par rapport au Ballon standard défini dans le Manuel d'Equilibre.

La disponibilité du Service de Flexibilité Supplémentaire dépend du surplus de capacités et du stockage en conduite disponible sur le Réseau de Transport, sachant qu'une partie est réservée au GRT pour assurer la sécurité et l'équilibre du réseau (« flexibilité de back-up ») et qu'une autre partie permet de fournir le Service de Flexibilité Standard à l'ensemble des Responsables d'Equilibre.

Le Responsable d'Equilibre a la possibilité de souscrire des capacités supplémentaires pour le CIT et le DIT (exprimées en unités de stockage, en kWh/an) et pour le HIT (exprimées en unités d'injection/soutirage, en kWh/h) selon les modalités définies dans le Manuel d'Equilibre.

Le Coordinateur veille à ce que chaque Responsable d'Equilibre ne souscrive pas de Flexibilité Supplémentaire au-delà des tolérances disponibles sur le Réseau de Transport. Ces tolérances sont calculées conformément aux règles décrites au Chapitre 3 du Manuel d'Equilibre.

D'un point de vue opérationnel, le Service de Flexibilité Supplémentaire souscrit par un Responsable d'Equilibre est défini par les éléments suivants :

- Responsable d'Equilibre ;
- Date de début et date de fin ;
- Ballon supplémentaire ;

- Tolérance Horaire supplémentaire exprimée en unités d'énergie (kWh/h) ;
- Tolérance Journalière et Cumulée supplémentaire exprimée en unités d'énergie (kWh).

#### **4.4 Attribution de la Flexibilité Supplémentaire**

La Flexibilité Supplémentaire (Flex<sub>suppl</sub>) sur le Réseau de Transport est attribuée à un Responsable d'Equilibre en fonction de sa Nomination journalière maximale en période hivernale, dans les limites décrites à l'Article 12 du Manuel d'Equilibre.

Un formulaire de souscription de flexibilité supplémentaire est disponible sur le site internet de Creos Luxembourg S.A. ([www.creos.lu](http://www.creos.lu)).

## **Chapitre 2 : Durée du contrat – Fin – Résiliation**

### **Article 5. Durée du contrat**

Sans préjudice des conditions décrites à l'Article 6, le présent Contrat de Responsable d'Equilibre prend effet à la date de sa signature par les deux Parties.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

### **Article 6. Conditions d'Utilisation du Réseau de Transport**

Le Responsable d'Equilibre, en sa qualité d'Utilisateur du Réseau de Transport de gaz naturel, déclare être en possession d'une autorisation de fourniture conformément à la législation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, et être signataire d'un Contrat Cadre Fournisseur avec le Gestionnaire du Réseau de Transport.

L'obtention d'une telle autorisation et la signature d'un tel contrat constituent des conditions préalables à la prise d'effet du présent Contrat. Le retrait de l'autorisation de fourniture ou la résiliation du Contrat Cadre Fournisseur constituent des cas de résiliation du présent Contrat.

### **Article 7. Résiliation**

#### **7.1 Résiliation à l'initiative du Responsable d'Equilibre**

Le Responsable d'Equilibre peut, à tout moment, notifier au Coordinateur la résiliation du Contrat par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation du Contrat prend effet le premier jour du mois suivant la réception par le Coordinateur de la notification de résiliation du Contrat si la notification a été reçue avant le 10 (dix) du mois. Dans le cas contraire, la résiliation prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la réception par le Coordinateur de la notification.

Le Coordinateur doit confirmer au Responsable d'équilibre la résiliation ainsi que la date d'effet et adresser sans délai à l'ILR copie de son courrier de confirmation.

#### **7.2 Résiliation pour manquement fautif et imputable**

En cas de manquements fautifs et imputables répétés de l'une des Parties à ses obligations au titre du présent Contrat, et sous réserve que l'autre Partie lui ait notifié par écrit (lettre ou télécopie) dans un délai d'un mois après sa survenance, ladite autre Partie peut résilier unilatéralement le présent Contrat, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis d'un (1) mois, sans indemnité de part et d'autre ni formalité judiciaire d'aucune sorte, et sans préjudice de l'application des clauses prévues au présent Contrat pour lesdits manquements.

#### **Article 8. Fusion – Apport – Cession**

En cas d'absorption ou de fusion d'une des Parties contractantes ou de cession totale ou partielle de son exploitation d'une manière quelconque à un tiers, le cédant a l'obligation d'imposer au cessionnaire les clauses et conditions du présent Contrat ; il sera, à cet effet, garant de la bonne exécution des engagements souscrits jusqu'à ce que l'autre partie l'ait relevé de cette obligation.

En cas de dissolution, requête en gestion contrôlée, assignation en faillite, mise en faillite, liquidation de biens, de demande de concordat, le Coordinateur peut de plein droit arrêter immédiatement le Contrat sans mise en demeure préalable et toutes les sommes dues au Coordinateur seront exigibles sans délai et notamment les frais d'enlèvement du matériel appartenant au Coordinateur.

Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie. L'autre Partie ne peut s'y opposer que pour de justes motifs.

#### **Article 9. Interruptions et réductions du Service de Flexibilité**

Nonobstant toute stipulation contraire, le Coordinateur, agissant en opérateur prudent et raisonnable, peut mettre en œuvre à tout moment toute action visant à préserver la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des biens et des personnes et/ou l'intégrité du Réseau de Transport et/ou à garantir l'exécution de ses obligations légales ou réglementaires, y compris toute action ayant pour conséquence une réduction ou une interruption des obligations du Coordinateur au titre du présent Contrat, sous réserve d'un traitement équitable des Utilisateurs du Réseau de Transport et du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Ces réductions ou interruptions peuvent être notamment la conséquence de Mesures d'urgences et de sauvegarde telles que définies aux Articles 18 et 19 de la Loi du 1<sup>er</sup> août 2007.

Le Coordinateur a le droit à tout moment de réduire ou d'interrompre le Service de Flexibilité dans l'intérêt du bon fonctionnement et de la sécurité du transport de gaz naturel, afin de procéder aux travaux de maintenance, de réparation et de remplacement qu'il juge nécessaires.

Le Coordinateur ne sera redevable au Responsable d'Equilibre d'aucune indemnisation en raison de l'arrêt ou de la réduction du Service de Flexibilité de ce chef. De telles réductions ou interruptions du Service de Flexibilité seront limitées autant que possible et se feront après concertation préalable, sauf cas d'urgence.

Le Coordinateur notifiera, en cas de réduction du Service de Flexibilité, les modifications apportées aux Ballons des Responsables d'Equilibre et aux règles d'équilibrage décrites dans le Manuel d'Equilibre.

### **Chapitre 3 : Tarification - Facturation - Paiement**

#### **Article 10. Tarification**

La tarification du Service de Flexibilité Standard comprend les 4 termes optionnels suivants qui sont payés par le Responsable d'Equilibre selon les règles décrites dans le chapitre 3 du Manuel d'Equilibre :

- Pénalité pour dépassement de la Tolérance Horaire (HIT) ;
- Pénalité pour dépassement de la Tolérance Journalière (DIT) ;
- Pénalité pour dépassement de la Tolérance Cumulée (CIT) ;

- Frais d'équilibrage relatifs à l'énergie d'ajustement (vente de l'excédent d'énergie ou achat du déficit d'énergie lié au dépassement de la Tolérance Journalière (DIT) ou, en fin de mois, pour ramener à zéro la position du Ballon).

La tarification du Service de Flexibilité Supplémentaire comprend deux (2) termes s'appliquant aux réservations de capacités supplémentaires définies dans le formulaire décrit à l'article 4.4:

- Prix de la Tolérance Horaire (HIT) supplémentaire par unité d'injection/soutirage, exprimé en EUR/kWh/h/an ;
- Prix de la Tolérance Journalière (DIT) et Cumulée (CIT) supplémentaire par unité de stockage, exprimé en EUR/kWh/an.

Les prix du Service de Flexibilité Supplémentaire sont publiés sur le site Web du Coordinateur à l'adresse [www.creos.lu](http://www.creos.lu).

#### **Article 11. Facturation**

Le Service de Flexibilité est facturé par le Coordinateur au Responsable d'Equilibre dans les premiers jours de chaque mois calendaire pour le mois calendaire précédent, sur la base de la tarification définie à l'Article 10.

La facturation de l'énergie d'ajustement peut être établie sur la base de décomptes provisoires, en particulier si le Responsable d'Equilibre est également actif dans la Zone de Distribution.

Le décompte des quantités définitives du mois M est mis à disposition du Responsable d'Equilibre au plus tard en M+15.

Le Service de Flexibilité Supplémentaire est facturé à titre définitif dès le premier mois d'entrée en vigueur du Contrat.

#### **Article 12. Renseignements**

Si le Responsable d'Equilibre possède des renseignements sur les fournitures et que ceux-ci sont demandés par le Coordinateur dans le but d'établir la facturation, le Responsable d'Equilibre dispose des trois premiers jours ouvrables de chaque Mois pour faire parvenir ces renseignements au Coordinateur.

#### **Article 13. Contrôle des enregistrements**

Le Responsable d'Equilibre et le Coordinateur possèdent tous deux le droit de contrôler, à des intervalles raisonnables, les graphiques et les enregistrements de chaque Partie dans la mesure où ces contrôles s'avèrent nécessaires pour vérifier l'exactitude de chaque relevé fourni par le Coordinateur en vertu de l'Article ci-dessus.

#### **Article 14. Paiement**

Les factures sont payables endéans les 25 (vingt-cinq) jours à partir de la date d'émission de la facture au compte du Coordinateur auprès d'une banque indiquée sur la facture. Si cette date d'échéance est un jour non ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

A défaut de paiement à l'expiration du délai de paiement, et sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, le montant dû est augmenté automatiquement des intérêts calculés au taux EURIBOR 360 jours 3 mois augmenté de 160 points de base au jour de l'échéance de la facture. A défaut de paiement dans les 30 jours de l'échéance et après une mise en demeure et/ou un avertissement préalable, le Coordinateur a le droit d'interrompre ses services jusqu'au paiement intégral des sommes dues.

#### **Article 15. Contestation des factures**

Le Responsable d'Equilibre dispose d'un délai de 15 (quinze) jours calendaires à partir de la date de la facture pour introduire toute réclamation relative à son montant. La facture est à considérer comme définitivement acceptée à l'expiration de ce délai.

Nonobstant l'introduction de réclamations contre la facture, le Responsable d'Equilibre est obligé de verser l'intégralité du montant de la facture à moins d'une erreur manifeste de la part du Coordinateur et dans ce cas, le Responsable d'Equilibre peut seulement retenir le montant injustifié de la facture.

Pour les factures contestées par le Responsable d'Equilibre, s'il apparaît par après que le Responsable d'Equilibre a retenu le paiement de manière injustifiée, celui-ci doit payer la différence entre la facture et le montant déjà payé, majorée d'un intérêt de retard tel que prévu à l'Article 14. Si le Responsable d'Equilibre verse un montant et s'il apparaît par après que le Responsable d'Equilibre a payé un surplus de manière injustifiée, le Coordinateur s'engage à rembourser le montant versé en surplus, majoré des intérêts de retard tel que prévu à l'Article 14, décomptés à partir de la date du paiement par le Responsable d'Equilibre.

### **Chapitre 4 : Responsabilité – Force majeure**

#### **Article 16. Responsabilité des Parties**

##### **16.1 Responsabilité à l'égard des tiers**

Le Responsable d'Equilibre et le Coordinateur supportent, chacun en ce qui le concerne, toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent en vertu du droit commun à raison de tous dommages, de quelque nature que ce soit, causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des obligations qui leur incombent respectivement dans le cadre du présent Contrat.

La responsabilité du Responsable d'Equilibre peut notamment être engagée à l'égard d'un tiers au présent Contrat en cas de dommage résultant du non-respect des règles opérationnelles visées dans le Manuel d'Equilibre.

##### **16.2 Responsabilité du Responsable d'Equilibre à l'égard du Coordinateur**

La responsabilité du Responsable d'Equilibre est engagée à l'égard du Coordinateur et/ou des assureurs de ce dernier à raison des dommages directs subis par ce dernier du fait d'un manquement fautif et imputable prouvé du Responsable d'Equilibre à ses obligations au titre du présent Contrat.

##### **16.3 Responsabilité du Coordinateur à l'égard du Responsable d'Equilibre**

La responsabilité du Coordinateur est engagée à l'égard du Responsable d'Equilibre et/ou des assureurs de ce dernier à raison des dommages directs subis par ce dernier du fait d'un manquement fautif et imputable prouvé du Coordinateur à ses obligations au titre du présent Contrat.

Le Responsable d'Equilibre ne peut en aucun cas prétendre à quelque indemnisation que ce soit de la part du Coordinateur, ou de ses assureurs, des éventuelles conséquences d'une interruption ou d'une réduction du Service de Flexibilité mise en œuvre par le Coordinateur pour les raisons visées à l'Article 9 ci-avant, sauf si cette interruption ou cette réduction est consécutive à un manquement fautif et imputable prouvé du Coordinateur à ses obligations au titre du présent Contrat.



#### 16.4 Plafonds de responsabilité

D'une façon générale, la responsabilité contractuelle du Coordinateur vis-à-vis du Responsable d'Equilibre et respectivement la responsabilité contractuelle du Responsable d'Equilibre vis-à-vis du Coordinateur sont, dans tous les cas, limitées :

- par événement dommageable, à un plafond défini à partir des quantités annuelles transportées selon le barème suivant :

Quantités annuelles livrées (*) en GWh	Plafond en EUR
0 à 100	20 000
100 à 250	60 000
>250	100 000

(\*) Les quantités annuelles transportées sont celles de l'année civile précédant l'année de l'évènement.

- par année civile, à 3 (trois) fois le montant défini ci-dessus.

L'évènement dommageable s'entend de tout évènement susceptible de mettre en jeu la responsabilité du Responsable d'Equilibre ou du Coordinateur, étant entendu que constitue un seul et même évènement l'ensemble des dommages résultant d'un même fait générateur.

#### Article 17. Force majeure et circonstances assimilées

Constitue un cas de force majeure tout évènement normalement imprévisible, extérieur à la Partie qui l'invoque, et ne pouvant être surmonté par la mise en œuvre des efforts raisonnables auxquels celle-ci est tenue en sa qualité d'opérateur ou d'utilisateur prudent et raisonnable, et ayant pour effet de l'empêcher d'exécuter tout ou partie de l'une quelconque de ses obligations découlant du Contrat.

Sont d'ores et déjà assimilés à des cas de force majeure, sans devoir remplir les critères énoncés à l'alinéa qui précède, les évènements suivants :

- émeutes, guerre, actes terroristes, actes de vandalisme, dégâts causés par les actes criminels et les menaces de même nature,
- le fait du prince, décisions d'autorité civiles ou militaires ou de tribunaux,
- incendie, inondation, tremblements de terre, tempêtes, cyclones,
- toute mise hors d'état des installations de gaz naturel (de transport, de stockage, d'acheminement etc.) résultant notamment d'explosion, d'inondation ou manque d'eau, de rupture ou de fissures ou fuites de conduites, de manque de courant électrique, de bris de machine, d'accidents d'exploitation ou de matériel ou du fait de tiers, toute limitation, réduction, interruption ou tout défaut de l'approvisionnement de gaz naturel à l'entrée du Réseau de Transport, indépendamment de la volonté du Coordinateur, ayant un effet perturbateur sur la réalisation du service de transport.

La Partie invoquant un évènement ou circonstance visé au présent article, doit en avertir l'autre Partie dans les meilleurs délais, lui préciser la nature de l'évènement, ses conséquences et sa durée probable. Les Parties se tiendront mutuellement informées autant que nécessaire au cours de l'évènement de force majeure.

Lorsque le Coordinateur invoque à juste titre un évènement de force majeure, il est délié de ses obligations au titre du Contrat pour la durée et dans la limite de ses effets sur ses obligations. Agissant en opérateur prudent et raisonnable, il prend toute mesure permettant de minimiser les effets de l'évènement ou de la circonstance visé au présent paragraphe et s'efforce d'assurer dès que possible la reprise normale de l'exécution du Contrat.



Lorsque le Responsable d'Equilibre invoque à juste titre un événement de force majeure et que cet événement entraîne une interruption de fourniture de plus de 24 (vingt-quatre) heures consécutives, le Responsable d'Equilibre est délié de son obligation de paiement de l'énergie d'ajustement et des pénalités pour la durée déclarée en force majeure au-delà des 24 (vingt-quatre) heures consécutives.

La Partie invoquant la force majeure n'encourt aucune responsabilité et n'est tenue d'aucune obligation de réparation au titre des dommages subis par l'autre Partie du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de ses obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause exclusive la survenance d'un événement de force majeure, et qu'elle en a informé l'autre Partie dans les conditions énoncées ci-avant.

Dans l'hypothèse où la survenance d'un événement ou circonstance de force majeure empêcherait l'une des Parties d'exécuter ses obligations pour une durée supérieure à 1 (un) mois, les Parties se rencontreront en vue d'examiner les adaptations à apporter à leurs obligations respectives au titre du Contrat pour tenir compte de cette nouvelle situation.

## **Chapitre 5 : Concertation, litiges et droit applicable**

### **Article 18. Droit applicable**

Le présent Contrat est soumis au droit luxembourgeois.

### **Article 19. Validité du Contrat**

Si l'application pratique du présent Contrat révèle l'existence de lacunes que les Parties n'ont pas prévues, ou si certaines clauses n'étaient pas juridiquement valables ou licites, la validité des autres clauses n'en serait pas affectée et les Parties seront obligées de combler les lacunes ou de remplacer les clauses invalides en s'inspirant de l'esprit et des objectifs du présent Contrat.

À la date de son entrée en vigueur, le présent Contrat constitue l'intégralité des obligations respectives des Parties relatives à son objet. Il met fin à toute convention antérieure entre les Parties relative à son objet.

### **Article 20. Changement de circonstances**

En cas de modification de l'encadrement législatif et réglementaire y compris les prescriptions et injonctions du Régulateur ayant un effet direct sur l'exécution du présent Contrat, les Parties s'engagent à y adapter les stipulations contractuelles du présent Contrat.

Au cas où une telle modification entraînerait des conséquences financières ayant pour effet de mettre en cause l'équilibre économique du présent Contrat, les Parties feront leurs meilleurs efforts pour le rétablir par une révision du Contrat. Au cas où elles ne parviendraient pas à un accord endéans une période de 30 jours prenant cours à partir de la date où le changement de circonstances a été notifié par la Partie concernée, cette dernière aura le droit de résilier le présent Contrat avec un préavis de 8 jours.

### **Article 21. Concertation**

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable, dans un délai maximum d'1 (un) mois à compter de la notification des griefs par la Partie la plus diligente, tout litige relatif à la formation, l'exécution ou l'interprétation du présent Contrat.

Dans les cas de différend prévus par la législation, le Régulateur peut être saisi par l'une des Parties.

## **Article 22. Litiges**

A défaut de règlement du litige dans les conditions visées aux alinéas précédents, les deux Parties s'engagent à reconnaître les juridictions luxembourgeoises compétentes sur le territoire du siège du Coordinateur comme seules juridictions compétentes.

SPECIMEN

## Chapitre 6 : Divers

### Article 23. Confidentialité

Les Parties s'engagent à tenir confidentielles toutes les données et informations communiquées entre les Parties en raison de l'exécution du présent Contrat. Cette obligation est toutefois levée au cas où une des Parties serait obligée de communiquer des informations à une autorité publique compétente ou en exécution d'une décision de justice ou en vertu d'une prescription légale ou réglementaire.

### Article 24. Langue

Nonobstant toute traduction qui puisse en être faite, signée ou non, la langue faisant foi pour l'interprétation et/ou l'exécution du présent Contrat est le français.

### Article 25. Impôts, taxes et prélèvements

Les Parties supportent, chacune pour ce qui la concerne, les impôts, taxes et prélèvements lui incombant en application de la réglementation en vigueur.

Toute somme due au Coordinateur en application du Contrat est exprimée hors toutes taxes et tous prélèvements. Les factures du Coordinateur sont majorées de toutes taxes et de tous prélèvements dus par les Clients Finaux et devant être collectés par le Coordinateur en application de la réglementation. Ces taxes et prélèvements sont payables dans les conditions prévues à l'Article 11.

Fait en deux exemplaires originaux,

**Pour CREOS Luxembourg S.A.**

Luxembourg, le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Carlo Bartocci

**Head of Dispatching Department**

Romain Becker

**CEO CREOS Luxembourg S.A.**

**Pour «ENTREPRISE» «Raison»**

\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Nom du signataire: \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Nom du signataire: \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

# MANUEL D'EQUILIBRE

## Chapitre 1 : Généralités

### Article 1. Objet du Manuel d'Equilibre

Le Manuel d'Equilibre définit les procédures de Nomination et d'Allocation des quantités de gaz naturel acheminées sur le Réseau de Transport, les règles d'équilibrage sur le BAP et les modalités de calcul des pénalités relatives au dépassement des déséquilibres tolérés par le Coordinateur.

### Article 2. Clauses relatives au Biogaz

Toutes les clauses du présent Contrat relatives au Biogaz ne sont applicables qu'après l'entrée en vigueur du Règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la commercialisation du Biogaz introduisant les dispositions correspondantes dans la réglementation.

### Article 3. Notations

Les notations suivantes sont utilisées dans ce manuel :

$N_E$	Somme des nominations à l'entrée PEA, PEB, PEF
$N_{PFD}$	Nomination vers la Zone de Distribution
$N_{PFI}$	Nomination vers le Point de Fourniture Industriels
$A_E$	Somme des allocations aux Points d'Entrée PEA, PEB, PEF, et $PE_{Biogaz}$
$A_{E\ h}$	Somme des allocations pour l'heure h aux Points d'Entrée PEA, PEB, PEF
$A_{SBAP\ h}$	Allocation totale à la sortie du BAP ( $A_{PFI} + A_{PFD}$ ) pour l'heure h
Fuel	Gaz carburant pour la journée entière $Fuel = FUEL\% \ N_E$
FUEL%	Pourcentage des quantités injectées sur le BAP requises comme gaz carburant ; ce paramètre est publié sur le site <a href="http://www.creos.lu">www.creos.lu</a>
$Fuel_h$	Gaz carburant à l'heure h $Fuel_h = Fuel / 24$
$Flex_{suppl}$	Service de flexibilité supplémentaire
$Flex_{suppl\ h}$	Service de flexibilité horaire supplémentaire
$H_{Imb\ h}$	Déséquilibre horaire à l'heure h entre les allocations aux Points d'Entrée et les allocations aux Points de Fourniture $H_{Imb\ h} = A_{E\ h} - Fuel_h - A_{SBAP\ h}$
$CI_h$	Déséquilibre cumulé horaire $CI_h = CI_{h-1} + H_{Imb\ h}$
$CI_j$	Déséquilibre cumulé journalier
$C_{OV\ j-1}$	Déséquilibre reporté du jour j-1 (carry over) $CI_j = C_{OV\ j-1} + (A_E - Fuel) - A_{SBAP}$

## Chapitre 1 : Nomination et Allocation

### Article 4. Règles relatives au processus de Nomination

#### 4.1 Principes généraux

Afin de garantir une utilisation sûre et à moindre frais du Réseau de Transport, le Responsable d'Equilibre doit assurer un équilibre quotidien entre les quantités d'énergie qu'il injecte aux Points d'Entrée vers le BAP et les quantités qu'il soutire du BAP aux Points de Fourniture.

Le Responsable d'Equilibre doit, en temps voulu et dans le respect du présent Manuel d'Equilibre, transmettre au Coordinateur une Nomination des quantités horaires d'énergie injectées des Points d'Entrée vers le BAP et soutirés du BAP vers les Points de Fourniture.

Toute Nomination transmise au Coordinateur est considérée comme la Nomination valable sauf si elle est rejetée par le Coordinateur en vertu des règles définies aux paragraphes 4.2 à 4.5. Pour modifier une Nomination, le Responsable d'Equilibre doit transmettre une nouvelle Nomination (ci-après « Renomination ») qui remplace la précédente.

De manière générale, les Nominations doivent être conformes aux recommandations du Common Business Practice 2003-002-01 d'EASEE-gas « Harmonisation of the Nomination and Matching Process », la publication la plus récente faisant foi. Ces recommandations sont disponibles sur le site [www.easee-gas.org](http://www.easee-gas.org). Les heures sont référencées en UTC.

Pour effectuer ses Nominations, le Responsable doit se conformer aux règles définies aux paragraphes 4.2 à 4.5.

Si le Responsable d'Equilibre ne respecte pas les présentes règles de Nomination ou les applique improprement, le Coordinateur peut interrompre le Service de Flexibilité et demander au GRT d'interrompre le Service d'Acheminement fourni par le GRT au Responsable d'Equilibre en sa qualité de Fournisseur dans le cadre du Contrat Cadre Fournisseur.

#### 4.2 Echéances

- Le Responsable d'Equilibre doit transmettre une Nomination au Coordinateur pour chaque Journée Gazière.
- La Nomination pour une Journée Gazière donnée doit être envoyée au plus tard à 13h00, heure civile, le jour précédent. Le Responsable d'Equilibre est autorisé à transmettre à l'avance une Nomination pour une Journée Gazière donnée.
- Une Nomination transmise au Coordinateur avant 13h00 le jour précédent la Journée Gazière concernée est confirmée par le Coordinateur par l'envoi d'un message Edigas avant 17h00 le même jour.
- Après 17h00 le jour précédant la Journée Gazière concernée par la Renomination, la Renomination est confirmée par l'envoi d'un message Edigas dans les deux (2) heures suivant sa transmission au Coordinateur.

#### 4.3 Informations requises

- Les Nominations sont exprimées en unités d'énergie par heure (kWh/h).
- La Nomination pour une Journée Gazière donnée contient les informations standards définies dans les « Message Implementation Guidelines » d'Edigas, disponibles sur le site [www.edigas.org](http://www.edigas.org).
- Une Nomination comprend une date de début et une date de fin de livraison, définies en conformité avec le Contrat et avec le Contrat Cadre Fournisseur signés par le Responsable d'Equilibre.

#### **4.4 Renominations**

- Les Renominations sont autorisées. Pour modifier une Nomination, le Responsable d'Equilibre transmet une nouvelle Nomination au Coordinateur, qui annule et remplace complètement la Nomination précédente ;
- Une Renomination comprenant des modifications relatives à une période passée, à l'heure en cours ou aux deux heures pleines consécutives à la réception de la Renomination par le Coordinateur est considérée comme non valable.

#### **4.5 Contrôle des Nominations et des Renominations**

- Une Nomination ou une Renomination à un Point d'Entrée dont l'une des composantes horaires est supérieure aux capacités souscrites disponibles tenant compte de l'interruption des Capacités Interruptibles de niveau 1 et de niveau 2 pour l'heure considérée à ce Point d'Entrée, est déclarée non valable et est rejetée par le Coordinateur.
- Toute Nomination ou Renomination à un Point d'Entrée ou de Fourniture doit être positive. Toute Nomination ou Renomination strictement négative est considérée comme non valable et est rejetée par le Coordinateur.

### **Article 5. Règles d'Allocation**

#### **5.1 Allocation aux Points d'Entrée**

Aux Points d'Entrée PEB et PEA, les quantités allouées sont égales aux quantités nominées. Cette règle est appliquée au niveau du PEB et du PEA tant qu'un Accord Opérationnel d'Equilibrage (OBA) entre le Coordinateur et le Gestionnaire du Réseau de Transport voisin le permet. A tout moment, l'OBA en vigueur au niveau d'un Point d'Entrée pourra être remplacé par un accord entre le Coordinateur et les Responsables d'Equilibre acheminant du gaz naturel par ce Point d'Entrée afin de répartir les déséquilibres constatés au niveau de ce Point d'Entrée.

Au Point d'Entrée PEF, les quantités sont allouées au prorata des Nominations sur la base des quantités mesurées.

Conformément aux principes d'Allocation du Biogaz définis dans le Code de Distribution, au Point d'Entrée Biogaz, les quantités allouées sont égales à la somme :

- des quantités effectivement injectées sur le BAP par les Injecteurs Marché Libre appartenant au portefeuille du Fournisseur et raccordés directement au Réseau de Transport (quantités mesurées) ;
- de la quote-part des Injections Réglementées sur le BAP allouée au Fournisseur dans le cadre de sa participation au Mécanisme de Compensation.

Pour les Points d'Entrée France, Allemagne et Belgique, la quantité de gaz naturel qui est effectivement acheminée jusqu'au Point d'Equilibrage du Réseau de Transport (BAP) pour un Responsable d'Equilibre sera la quantité allouée au Point d'Entrée diminuée de FUEL%, au titre du Gaz Carburant.

En revanche, pour le Point d'Entrée Biogaz, la quantité acheminée jusqu'au Point d'Equilibrage est égale à la quantité allouée au Point d'Entrée (pas de prise en compte du Gaz Carburant).

#### **5.2 Allocation au Point de Fourniture Industriels (PFI)**

Pour tous les Points de Fourniture regroupés dans le PFI du Responsable d'Equilibre, les Allocations sont égales à la somme des quantités d'énergie mesurées à chaque Point de Fourniture.



Si plus d'un Responsable d'Equilibre approvisionnent en gaz naturel le Point de Fourniture d'un Client Final, un accord de répartition des quantités doit être conclu entre le Coordinateur, le Client Final et les Responsables d'Equilibre approvisionnant ce Point de Fourniture.

Quatre scénarios de répartition des quantités sont admis :

- « Deem » : l'allocation est égale à la nomination pour chacun des Responsables d'Equilibre à l'exception du Responsable d'Equilibre prenant en charge la modulation ;
- « % Nom » : allocation au prorata des nominations de chacun des Responsables d'Equilibre, sur la base des quantités mesurées ;
- « Base + Ext » : allocation dans un ordre prédéfini. Une valeur maximale est fixée pour chaque Responsable d'Equilibre, sauf le dernier. Les quantités sont allouées successivement aux Responsables d'Equilibre à concurrence de leur valeur maximale ; la quantité éventuellement restante est allouée au dernier Responsable d'équilibre ;
- « Fix % » : allocation selon des proportions définies à l'avance.

### **5.3 Allocation au Point de Fourniture Distribution (PFD)**

L'Allocation au PFD est égale à la Nomination au PFD du Responsable d'Equilibre.

Cette Allocation est utilisée pour le calcul des frais d'équilibrage et des éventuelles pénalités de dépassement des Tolérances Journalière, Horaire et Cumulée.

## Chapitre 2 : Règles d'équilibrage

### Article 6. Généralités

Il existe actuellement trois règles d'équilibrage dans le modèle de réseau du Coordinateur :

- Tolérance Journalière ou « Daily Imbalance Tolerance » (DIT) ;
- Tolérance Horaire ou « Hourly Imbalance Tolerance » (HIT) ;
- Tolérance Cumulée ou « Cumulated Imbalance Tolerance » (CIT).

### Article 7. Tolérance Journalière (DIT)

#### 7.1 Définition

Le Responsable d'Equilibre doit mettre en œuvre ses meilleurs efforts pour être globalement équilibré au terme d'une Journée Gazière.

Le Coordinateur autorise cependant au Responsable d'Equilibre un certain Déséquilibre entre les quantités d'énergie allouées quotidiennement aux Points d'Entrée et les quantités allouées aux Points de Fourniture, après déduction du Gaz Carburant.

En Période Hivernale, respectivement Estivale, cette tolérance DIT est égale à +/-3%, respectivement +/-5%, de la différence entre les volumes quotidiens nominés aux Points d'Entrée et les volumes quotidiens nominés au Point de Fourniture Distribution (après déduction du Gaz Carburant). Cette tolérance DIT est donc calculée selon la formule suivante :

$$DIT = a * |N_E - Fuel - N_{PFD}| \text{ (avec } a = 3\% \text{ ou } 5\% \text{ selon la période)}$$

En accord avec le Responsable d'Equilibre concerné et dans le respect du principe de non-discrimination, le GRT pourra augmenter la valeur de cette tolérance pour tout Responsable d'Equilibre dont l'approvisionnement dépend significativement du Biogaz injecté sur le BAP. Dans ce cas, la tolérance sera calculée de manière à garantir au Responsable d'Equilibre une flexibilité équivalente à celle qu'il obtiendrait en s'approvisionnant aux Points d'Entrée PEA, PEB et PEF.

Si le Déséquilibre journalier dépasse cette tolérance pour des raisons non attribuables au Coordinateur et sans son consentement, le Responsable d'Equilibre est pénalisé financièrement selon le barème défini au paragraphe 7.3. La pénalité s'applique uniquement sur le volume du Déséquilibre journalier dépassant le seuil de tolérance.

#### 7.2 Calcul du dépassement du DIT

Le dépassement du déséquilibre journalier autorisé  $\Delta J$  est calculé selon la formule suivante :

$$\Delta J = |C_j| - (DIT + \frac{1}{2} Flex_{suppl}) \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon.}$$

Le déséquilibre journalier exprimé en pourcentage,  $Des\%_j$  est calculé selon la formule suivante :

$$Des\%_j = (|C_j| - \frac{1}{2} Flex_{suppl}) * 100 / |N_E - Fuel - N_{PFD}| \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon}$$

### 7.3 Montant de la pénalité en cas de dépassement

Le montant de la pénalité est fonction du % de dépassement, du déséquilibre en valeur absolue, et de la Période (Hivernale ou Estivale).

Période Hivernale	
Déséquilibre DES% <sub>j</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 3,0%	0
3,0% < Déséquilibre ≤ 5,5%	2,0 x 1,15 x (ΔJ)
5,5% < Déséquilibre ≤ 8,0%	4,5 x 1,15 x (ΔJ)
8,0% < Déséquilibre ≤ 10,5%	7,5 x 1,15 x (ΔJ)
10,5% < Déséquilibre	9,0 x 1,15 x (ΔJ)

Période Estivale	
Déséquilibre DES% <sub>j</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 5,0%	0
5,0% < Déséquilibre ≤ 7,5%	1,0 x 1,15 x (ΔJ)
7,5% < Déséquilibre ≤ 10,0%	2,5 x 1,15 x (ΔJ)
10,0% < Déséquilibre ≤ 12,5%	4,5 x 1,15 x (ΔJ)
12,5% < Déséquilibre	7,0 x 1,15 x (ΔJ)

Cette pénalité est facturée en sus de l'énergie d'ajustement.

## **Article 8. Prix de l'énergie d'ajustement**

Les frais d'équilibrage liés à la vente par le Coordinateur de l'excédent d'énergie ou à l'achat par le Coordinateur du déficit d'énergie liés au dépassement de la Tolérance Journalière (DIT) ou, en fin de mois, à la remise à zéro de la position du Ballon du Responsable d'Equilibre, sont facturés à ce dernier selon les modalités suivantes.

### **8.1 Cas d'un déficit de gaz naturel pour le Responsable d'Equilibre**

Si un Responsable d'Equilibre est en déficit à l'intérieur de la bande de Tolérance Journalière (DIT), le Coordinateur achète le volume de gaz naturel manquant pour le compte du Responsable d'Equilibre. Le Coordinateur facturera au Responsable d'Equilibre ce gaz naturel 110% du prix le plus haut entre :

- Dow Jones Zeebrugge Index for Natural Gas (DJ ZIG) daté du jour concerné pour le Hub de Zeebrugge et exprimé en EUR / MWh ;
- Prix marginal d'équilibrage (« System Marginal Price » ou SMP) sur le Réseau de Transport pour le jour concerné, exprimé en EUR / MWh.

Si un Responsable d'Equilibre est en déficit en dehors de la bande de Tolérance Journalière (DIT), le Coordinateur facturera au Responsable d'Equilibre le volume de gaz naturel dépassant la tolérance 150% du prix le plus haut entre :

- Dow Jones Zeebrugge Index for Natural Gas (DJ ZIG) daté du jour concerné pour le Hub de Zeebrugge et exprimé en EUR / MWh ;
- Prix marginal d'équilibrage (« System Marginal Price » ou SMP) sur le Réseau de Transport pour le jour concerné, exprimé en EUR / MWh.

Le SMP est le prix maximal payé par le Coordinateur pour acheter du gaz naturel pendant la journée concernée auquel s'ajoutent tous les frais supplémentaires engagés par le Coordinateur pour sécuriser ces volumes.

### **8.2 Cas d'un excédent de gaz naturel pour le Responsable d'Equilibre**

Si un Responsable d'Equilibre est excédentaire à l'intérieur de la bande de Tolérance Journalière (DIT), le Coordinateur achète l'excédent de gaz naturel au Responsable d'Equilibre 90% du prix le plus bas entre :

- Dow Jones Zeebrugge Index for Natural Gas (DJ ZIG) daté du jour concerné pour le Hub de Zeebrugge et exprimé en EUR / MWh ;
- Prix le plus bas payé par le Coordinateur pour acheter du gaz naturel pendant la journée concerné, exprimé en EUR / MWh.

Si un Responsable d'Equilibre est excédentaire en dehors de la bande de Tolérance Journalière (DIT), le Coordinateur achète l'excédent de gaz naturel au Responsable d'Equilibre 70% du prix le plus bas entre :

- Dow Jones Zeebrugge Index for Natural Gas (DJ ZIG) daté du jour concerné pour le Hub de Zeebrugge et exprimé en EUR / MWh ;
- Prix le plus bas payé par le Coordinateur pour acheter du gaz naturel pendant la journée concerné, exprimé en EUR / MWh.

## **Article 9. Tolérance Horaire (HIT)**

### **9.1 Définition**

Le Responsable d'Equilibre doit mettre en œuvre ses meilleurs efforts pour maintenir un Débit Horaire constant au cours d'une Journée Gazière.

Le Coordinateur autorise cependant au Responsable d'Equilibre des variations du Débit Horaire de 50% par rapport au volume horaire moyen nominé pour une Journée Gazière donnée. Cette tolérance horaire (HIT) est calculée selon la formule suivante :

$$HIT = 50\% |N_E - Fuel - N_{PFD}|/24$$

En accord avec le Responsable d'Equilibre concerné et dans le respect du principe de non-discrimination, le GRT pourra augmenter la valeur de cette tolérance pour tout Responsable d'Equilibre dont l'approvisionnement dépend significativement du Biogaz injecté sur le BAP.

Si le Responsable d'équilibre achemine du gaz naturel uniquement pendant une partie d'une Journée Gazière, la période de référence est ajustée en conséquence.

Si le Déséquilibre dépasse cette tolérance pour des raisons non attribuables au Coordinateur et sans son consentement, le Responsable d'Equilibre est pénalisé financièrement selon le barème défini au paragraphe 9.4. La pénalité s'applique uniquement sur le volume du Déséquilibre dépassant le seuil de tolérance.

## 9.2 Calcul du dépassement du HIT

Le dépassement du déséquilibre horaire autorisé  $\Delta H$  est déterminé selon la formule suivante :

$$\Delta H = |H_{imb\ h}| - (HIT + Flex_{suppl\ h}) \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon.}$$

Le déséquilibre horaire exprimé en pourcentage  $Des\%_H$  est calculé selon la formule suivante :

$$Des\%_H = (|H_{imb\ h}| - Flex_{suppl\ h}) * 100 / (|N_E - Fuel - N_{PFD}|/24) \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon}$$

## 9.3 Augmentation du HIT en cas d'interruption de capacités interruptibles de niveau 1

Lorsque, pour une heure donnée d'une journée gazière :

- le Responsable d'Equilibre a nominé au maximum de ses Capacités Fermes et Interruptibles de niveau 1 disponibles, ou au-delà, sur chacun des Points d'Entrée PEA, PEB et PEF, pour lesquels il a souscrit de telles capacités,
- le Responsable d'Equilibre a subi une interruption de ses Capacités Interruptibles de niveau 1 pour un ou plusieurs de ces Points d'Entrée,
- le Responsable d'Equilibre est en déséquilibre horaire négatif pour cette heure,

alors, pour chacune des heures respectant les trois (3) critères définis ci-dessus et selon les modalités définies dans les Règles d'Accès, le HIT est augmenté de la quantité interrompue au titre des Capacités Interruptibles de niveau 1 aux différents Points d'Entrée.

#### 9.4 Montant de la pénalité en cas de dépassement

Le montant de la pénalité est fonction du % de dépassement, du déséquilibre en valeur absolue, et de la Période (Hivernale ou Estivale).

Période Hivernale	
Déséquilibre horaire Des% <sub>H</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 50,0%	0
50,0% < Déséquilibre ≤ 55,5%	2,0 x 1,15 x (ΔH)
55,5% < Déséquilibre ≤ 58,0%	4,5 x 1,15 x (ΔH)
58,0% < Déséquilibre ≤ 60,5%	7,5 x 1,15 x (ΔH)
60,5% < Déséquilibre	9,0 x 1,15 x (ΔH)

Période Estivale	
Déséquilibre horaire Des% <sub>H</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 50,0%	0
50,0% < Déséquilibre ≤ 57,5%	1,0 x 1,15 x (ΔH)
57,5% < Déséquilibre ≤ 60,0%	2,5 x 1,15 x (ΔH)
60,0% < Déséquilibre ≤ 62,5%	4,5 x 1,15 x (ΔH)
62,5% < Déséquilibre	7,0 x 1,15 x (ΔH)

Cette pénalité est facturée en sus de l'énergie d'ajustement.

#### Article 10. Tolérance Cumulée (CIT)

##### 10.1 Définition

Le Coordinateur autorise au Responsable d'Equilibre un certain Déséquilibre cumulé au cours d'une Journée Gazière entre les quantités d'énergie allouées aux Points d'Entrée et les quantités allouées aux Points de Fourniture, après déduction du Gaz Carburant.

En Période Hivernale, respectivement Estivale, cette tolérance est égale à 3%, respectivement 5%, de la différence entre les volumes quotidiens nominés aux Points d'Entrée et les volumes quotidiens nominés au Point de Fourniture Distribution (déduction faite du Gaz Carburant). Cette tolérance CIT est donc calculée selon la formule suivante :

$$CIT = a * |N_E - Fuel - N_{PFD}| \text{ (avec } a = 3\% \text{ ou } 5\% \text{ selon la période)}$$

En accord avec le Responsable d'Equilibre concerné et dans le respect du principe de non-discrimination, le GRT pourra augmenter la valeur de cette tolérance pour tout Responsable d'Equilibre dont l'approvisionnement dépend significativement du Biogaz injecté sur le BAP.

Si le déséquilibre dépasse cette tolérance pour des raisons non attribuables au Coordinateur et sans son consentement, le Responsable d'Equilibre doit payer une pénalité, dont le montant est défini au paragraphe 10.4 (la pénalité s'applique uniquement sur le volume du Déséquilibre dépassant le seuil de tolérance).

## 10.2 Calcul du dépassement du CIT

Le dépassement du déséquilibre journalier autorisé  $\Delta Ch$  est calculé selon la formule suivante :

$$\Delta Ch = |Clh| - (CIT + \frac{1}{2} Flexsuppl) \text{ si cette valeur est positive, 0 sinon.}$$

Le déséquilibre cumulé exprimé en pourcentage  $Des\%_C$  est calculé selon la formule suivante :

$$Des\%_C = (|Clh| - \frac{1}{2} Flexsuppl) * 100 / |N_E - Fuel - N_{PFD}| \text{ si cette valeur est positive, 0 sinon}$$

## 10.3 Augmentation du CIT en cas d'interruption de capacités interruptibles de niveau 1

Lorsque, pour une heure donnée d'une journée gazière :

- le Responsable d'Equilibre a nominé au maximum de ses Capacités Fermes et Interruptibles de niveau 1 disponibles, ou au-delà, sur chacun des Points d'Entrée PEA, PEB et PEF pour lesquels il a souscrit de telles capacités,
- le Responsable d'Equilibre a subi une interruption des Capacités Interruptibles de niveau 1 pour un ou plusieurs de ces Points d'Entrée,
- le Responsable d'Equilibre est en déséquilibre horaire négatif pour cette heure,

alors, pour chacune des heures respectant les trois (3) critères définis ci-dessus et selon les modalités définies dans les Règles d'Accès, le CIT est augmenté de la quantité interrompue au titre des Capacités Interruptibles de niveau 1 aux différents Points d'Entrée, et ceci jusqu'à la fin de la journée gazière.



#### 10.4 Montant de la pénalité en cas de dépassement

Le montant de la pénalité est fonction du % de dépassement, du déséquilibre en valeur absolue, et de la Période (Hivernale ou Estivale).

Période Hivernale	
Déséquilibre cumulé Des% <sub>c</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 3,0%	0
3,0% < Déséquilibre ≤ 5,5%	2,0 x 1,15 x (ΔC)
5,5% < Déséquilibre ≤ 8,0%	4,5 x 1,15 x (ΔC)
8,0% < Déséquilibre ≤ 10,5%	7,5 x 1,15 x (ΔC)
10,5% < Déséquilibre	9,0 x 1,15 x (ΔC)

Période Estivale	
Déséquilibre cumulé Des% <sub>c</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 5,0%	0
5,0% < Déséquilibre ≤ 7,5%	1,0 x 1,15 x (ΔC)
7,5% < Déséquilibre ≤ 10,0%	2,5 x 1,15 x (ΔC)
10,0% < Déséquilibre ≤ 12,5%	4,5 x 1,15 x (ΔC)
12,5% < Déséquilibre	7,0 x 1,15 x (ΔC)

Cette pénalité est facturée en sus de l'énergie d'ajustement.

Si le Déséquilibre cumulé d'un Responsable d'équilibre croit constamment dans la même direction, le Coordinateur a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité d'approvisionnement, si nécessaire en limitant le débit vers les clients de ce Responsable d'Equilibre raccordés directement ou indirectement au Réseau de Transport.

#### Article 11. Règles complémentaires

- Si le Déséquilibre journalier du Responsable d'Equilibre dépasse la DIT à la fin de la Journée Gazière, le volume du Ballon sera ramené à la limite supérieure de la DIT par une opération d'achat ou de vente entre le Coordinateur et le Responsable d'Equilibre, selon les modalités définies à l'Article 8.
- Si dès le début d'une Journée Gazière, le volume du Ballon dépasse la CIT calculée pour cette journée, la CIT sera automatiquement fixée au niveau de la valeur du Déséquilibre journalier du jour précédent.
- Au début de chaque mois calendaire, la position du Ballon est remise à zéro par une opération d'achat ou de vente entre le Coordinateur et le Responsable d'Equilibre selon les modalités définies à l'Article 8.
- Un dépassement du Déséquilibre horaire  $\Delta H$  ou un dépassement du Déséquilibre cumulé  $\Delta Ch$  ne modifie pas la position du Ballon. La pénalité liée à l'un ou à l'autre des dépassements est purement financière.
- Les pénalités relatives aux dépassements des DIT, HIT et CIT peuvent se cumuler.

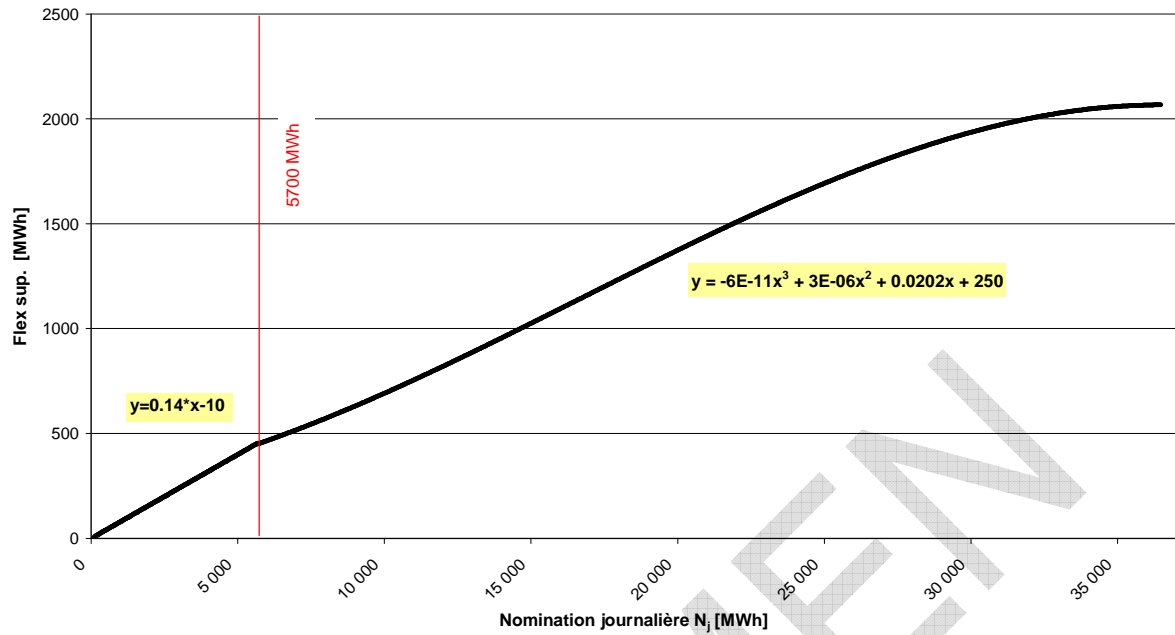
#### Article 12. Attribution de la Flexibilité Supplémentaire

La Flexibilité Supplémentaire maximale que peut souscrire un Responsable d'Equilibre est fonction de sa Nomination journalière maximale en période hivernale sur le PFI en sa qualité de Fournisseur (cette valeur est déterminée en fonction de l'historique des Nominations du Fournisseur corrigées des soutirages réels historiques des Points de Fourniture gagnés et/ou perdus par le Responsable d'Equilibre en sa qualité de Fournisseur).

La valeur limite de la Flexibilité Supplémentaire pouvant être souscrite est définie par les fonctions suivantes :

Nomination journalière maximale $N_j$ [MWh]	Flexibilité Supplémentaire $Flex_{supp}$ [MWh]
0 – 80	0
80- 5 700	$Flex_{supp} \leq 0.14 * N_j - 10$
5 700 – 37 000	$Flex_{supp} \leq (-6E-11) N_j^3 + (3E-06) N_j^2 + 0.0202 N_j + 250$

### Attribution Flexibilité Supplémentaire



Le Coordinateur se réserve la possibilité de recalculer à tout moment cette valeur limite si le portefeuille de clients alimentés par le Responsable d'Equilibre évolue.

# **Contrat-Type d'Equilibre**

**31 mars**

**Version 1.3**

## Sommaire

<b>CONTRAT-TYPE D'EQUILIBRE .....</b>	<b>2</b>
<b>Chapitre 1 : Généralités.....</b>	<b>2</b>
Article 1. Définitions .....	2
Article 2. Abréviations et unités .....	2
Article 3. Objet du Contrat .....	2
Article 4. Services de Flexibilité fournis par le Coordinateur .....	2
4.1 Principe général .....	2
4.2 Service de Flexibilité Standard .....	2
4.3 Flexibilité Supplémentaire.....	2
4.4 Attribution de la Flexibilité Supplémentaire .....	2
<b>Chapitre 2 : Durée du contrat – Fin – Résiliation .....</b>	<b>2</b>
Article 5. Durée du contrat.....	2
Article 6. Conditions d'Utilisation du Réseau de Transport .....	2
Article 7. Résiliation .....	2
7.1 Résiliation à l'initiative du Responsable d'Equilibre.....	2
7.2 Résiliation pour manquement fautif et imputable .....	2
Article 8. Fusion – Apport – Cession .....	2
Article 9. Interruptions et réductions du Service de Flexibilité.....	2
<b>Chapitre 3 : Tarification - Facturation - Paiement .....</b>	<b>2</b>
Article 10. Tarification .....	2
Article 11. Facturation.....	2
Article 12. Renseignements.....	2
Article 13. Contrôle des enregistrements .....	2
Article 14. Paiement .....	2
Article 15. Contestation des factures.....	2
<b>Chapitre 4 : Responsabilité – Force majeure.....</b>	<b>2</b>
Article 16. Responsabilité des Parties .....	2
16.1 Responsabilité à l'égard des tiers .....	2
16.2 Responsabilité du Responsable d'Equilibre à l'égard du Coordinateur .....	2
16.3 Responsabilité du Coordinateur à l'égard du Responsable d'Equilibre .....	2
16.4 Plafonds de responsabilité.....	2
Article 17. Force majeure et circonstances assimilées .....	2
<b>Chapitre 5 : Concertation, litiges et droit applicable .....</b>	<b>2</b>
Article 18. Droit applicable .....	2
Article 19. Validité du Contrat .....	2
Article 20. Changement de circonstances .....	2
Article 21. Concertation .....	2
Article 22. Litiges .....	2
<b>Chapitre 6 : Divers .....</b>	<b>2</b>
Article 23. Confidentialité .....	2
Article 24. Langue.....	2
Article 25. Impôts, taxes et prélèvements .....	2
 <b>MANUEL D'EQUILIBRE .....</b>	 <b>2</b>
<b>Chapitre 1 : Généralités.....</b>	<b>2</b>
Article 1. Objet du Manuel d'Equilibre .....	2
Article 2. Clauses relatives au Biogaz .....	2
Article 3. Notations .....	2
<b>Chapitre 1 : Nomination et Allocation.....</b>	<b>2</b>

Article 4.	Règles relatives au processus de Nomination .....	2
4.1	Principes généraux .....	2
4.2	Echéances .....	2
4.3	Informations requises .....	2
4.4	Renominations .....	2
4.5	Contrôle des Nominations et des Renominations .....	2
Article 5.	Règles d'Allocation .....	2
5.1	Allocation aux Points d'Entrée .....	2
5.2	Allocation au Point de Fourniture Industriels (PFI) .....	2
5.3	Allocation au Point de Fourniture Distribution (PFD) .....	2
<b>Chapitre 2 :</b>	<b>Règles d'équilibrage .....</b>	<b>2</b>
Article 6.	Généralités .....	2
Article 7.	Tolérance Journalière (DIT) .....	2
7.1	Définition .....	2
7.2	Calcul du dépassement du DIT .....	2
7.3	Montant de la pénalité en cas de dépassement .....	2
Article 8.	Prix de l'énergie d'ajustement .....	2
8.1	Cas d'un déficit de gaz naturel pour le Responsable d'Equilibre .....	2
8.2	Cas d'un excédent de gaz naturel pour le Responsable d'Equilibre .....	2
Article 9.	Tolérance Horaire (HIT) .....	2
9.1	Définition .....	2
9.2	Calcul du dépassement du HIT .....	2
9.3	Augmentation du HIT en cas d'interruption de capacités interruptibles de niveau 1 .....	2
9.4	Montant de la pénalité en cas de dépassement .....	2
Article 10.	Tolérance Cumulée (CIT) .....	2
10.1	Définition .....	2
10.2	Calcul du dépassement du CIT .....	2
10.3	Augmentation du CIT en cas d'interruption de capacités interruptibles de niveau 1 .....	2
10.4	Montant de la pénalité en cas de dépassement .....	2
Article 11.	Règles complémentaires .....	2
Article 12.	Attribution de la Flexibilité Supplémentaire .....	2

## CONTRAT-TYPE D'EQUILIBRE

Entre CREOS Luxembourg S.A., dont le siège social est au Luxembourg, 2 boulevard Roosevelt, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés du Grand-Duché de Luxembourg sous le numéro B4513, en tant que Coordinateur d'Equilibre du Réseau de Transport de gaz naturel du Grand-Duché de Luxembourg, dénommé ci-après « Coordinateur » et représentée par son CEO, Monsieur Romain BECKER et par son Head of Dispatching Department, Monsieur Carlo BARTOCCI,

d'une part

et «ENTREPRISE» «Raison», dont le siège social est à «LOCALITE», «ADRESSE» «CP», sous le numéro de registre «NREGISTRE», dénommé ci-après le « Responsable d'Equilibre » et représentée par (coordonnées & fonction des représentants)

\_\_\_\_\_,  
\_\_\_\_\_, et  
\_\_\_\_\_,  
\_\_\_\_\_.

ou par défaut, ci-après dénommés individuellement une « Partie » ou conjointement les « Parties »,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:



## Chapitre 1 : Généralités

### Article 1. Définitions

Dans le présent Contrat et dans tous documents échangés entre les Parties relativement à son application, les termes dont la première lettre est en majuscule ont la définition indiquée ci-dessous ou, à défaut, la définition qui leur est donnée dans le Code de Distribution du Gaz Naturel au Grand-Duché de Luxembourg (ci-après le « Code de Distribution ») ou dans les Règles d'accès aux capacités de transport sur le réseau de Creos (ci-après « Règles d'Accès ») :

- (1) « Allocation » : processus par lequel le Coordinateur attribue à chaque Responsable d'Equilibre les quantités d'énergie aux différents Points d'Entrée et de Fourniture ;
- (2) « Autorité de Régulation », « Régulateur » : Institut Luxembourgeois de Régulation (I.L.R.) ;
- (3) « Balancing Point » ou « BAP » : point d'équilibrage virtuel dont le périmètre comprend les Points d'Entrée, les Points de Fourniture Industriels, et le Point de Fourniture Distribution ;
- (4) « Ballon » : stockage virtuel de gaz naturel mis à la disposition d'un Responsable d'équilibre au titre du Service de Flexibilité ;
- (5) « Capacités Fermes » : capacités dont la disponibilité est garantie contractuellement dans des conditions normales d'exploitation, notamment hors travaux ou hors cas de force majeure ;
- (6) « Capacités Interruptibles de niveau 1 » : capacités dont la disponibilité n'est pas garantie et dont la probabilité d'interruption est très faible ;
- (7) « Capacités Interruptibles de niveau 2 » : capacités dont la disponibilité n'est pas garantie et dont la probabilité d'interruption est supérieure à celle de la Capacité Interruptible de niveau 1. Elles sont interrompues avant les Capacités Interruptibles de niveau 1 ;
- (8) « Client Final du Réseau de Transport » ou « Client Final » : personne physique ou morale ayant la jouissance d'un Point de Comptage en service appartenant au Réseau de Transport, et achetant du gaz naturel pour son utilisation propre ;
- (9) « Contrat Cadre Fournisseur » : document contractuel régissant les relations entre le GRT et un Fournisseur de gaz naturel, conformément à l'article 39 de la Loi ;
- (10) « Contrat de Raccordement » : document contractuel régissant les relations entre le Gestionnaire du Réseau de Transport et un preneur de raccordement ;
- (11) « Contrat d'Utilisation du Réseau de Transport » : document contractuel régissant les relations entre le Gestionnaire du Réseau de Transport et un Client Final, conformément à l'article 39 de la Loi ;
- (12) « Cumulated Imbalance Tolerance » ou « CIT » : Déséquilibre cumulé autorisé par le Coordinateur au cours d'une Journée Gazière entre les volumes alloués aux Points d'Entrée et les volumes alloués aux Points de Fourniture (après déduction du Gaz Carburant) ;
- (13) « Coordinateur d'Equilibre » : personne morale désignée par le Régulateur en charge de la vérification de l'équilibre global d'un ou plusieurs réseau(x) de gaz naturel. Il existe un Coordinateur d'Equilibre pour le BAP et un pour la Zone de Distribution ;

- (14) « Daily Imbalance Tolerance » ou « DIT » : Déséquilibre autorisé par le Coordinateur entre les volumes quotidiens alloués aux Points d'Entrée et les volumes alloués aux Points de Fourniture (après déduction du Gaz Carburant) ;
- (15) « Débit Horaire » : quantité de gaz naturel exprimée en Nm<sup>3</sup> prélevée durant une heure légale ;
- (16) « Déséquilibre » : différence entre les quantités allouées aux Points d'Entrée et aux Points de Fourniture ;
- (17) « Dispositif de Mesurage » : ensemble installé chez un client ou faisant partie du Poste de Prélèvement qui regroupe un ou plusieurs des éléments suivants : des équipements de mesure et de calcul, des équipements de télétransmission et des systèmes ou procédures de calcul. Le Dispositif de Mesurage est utilisé par un gestionnaire de réseau pour déterminer les quantités de gaz naturel prélevé par le Client Final ;
- (18) « Distribution » : acheminement de gaz naturel par l'intermédiaire de réseaux locaux ou régionaux de gazoducs aux fins de fourniture à des clients, mais ne comprenant pas la fourniture ;
- (19) « Fournisseur » : toute personne physique ou morale effectue la Fourniture ;
- (20) « Fourniture » : livraison et/ou vente à des clients de gaz naturel, y compris de GNL ;
- (21) « Gaz Carburant » : quantité de gaz naturel exprimée en pourcentage de l'énergie injectée par un Fournisseur à un Point d'Entrée et requise par le GRT pour différentes opérations de gestion de son Réseau de Transport (pertes de pression, préchauffage...) ;
- (22) « Gestionnaire de Réseau de Distribution » ou « GRD » : toute personne physique ou morale qui effectue la Distribution et est responsable de l'exploitation, de l'entretien et, si nécessaire, du développement du Réseau de Distribution dans une zone donnée et, le cas échéant, de ses connexions avec d'autres réseaux, ainsi que de garantir la capacité à long terme du réseau à satisfaire une demande raisonnable de Distribution de gaz naturel ;
- (23) « Gestionnaire de Réseau de Transport » ou « GRT » : toute personne physique ou morale qui effectue le transport et est responsable de l'exploitation, de l'entretien et, si nécessaire, du développement du Réseau de Transport dans une zone donnée et, le cas échéant, de ses interconnexions avec d'autres réseaux, ainsi que de garantir la capacité à long terme du réseau à satisfaire une demande raisonnable de transport de gaz naturel ;
- (24) « Hourly Imbalance Tolerance » ou « HIT » : variation autorisée par le Coordinateur du volume horaire acheminé par rapport au volume horaire moyen nominé par un Responsable d'Equilibre pour une journée donnée ;
- (25) « Journée Gazière » : période de 23, 24 ou 25 heures consécutives commençant à 6 h du matin (heure civile) et se terminant à 6 h du matin (heure civile) le lendemain ;
- (26) « Loi » ou « Loi du 1<sup>er</sup> août 2007 » : loi du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel ;
- (27) « Mois » : période commençant à 6h du matin le premier jour de chaque mois calendrier et finissant à 6 h du matin le premier jour du mois suivant ;
- (28) « Nomination » : processus par lequel chaque Responsable d'équilibre annonce à l'avance (« nomine ») au Coordinateur d'Equilibre les quantités de gaz naturel, exprimées en énergie (kWh) par heure, à acheminer pour son compte, afin de permettre au Coordinateur d'Equilibre de remplir ses obligations en matière de coordination de l'équilibre sur le BAP ;
- (29) « Période Hivernale » : période comprenant les Mois de novembre, décembre, janvier, février et mars ;

- (30) « Période Estivale » : période comprenant les Mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre, et octobre ;
- (31) « Point d'Entrée » : point où un Fournisseur injecte ou fait injecter du gaz naturel ou du Biogaz à l'entrée du Réseau de Transport ;
- (32) « Point d'Entrée Allemagne » ou « PEA » : Point d'Entrée qui matérialise l'interconnexion avec l'Allemagne ;
- (33) « Point d'Entrée Belgique » ou « PEB » : Point d'Entrée qui matérialise l'interconnexion avec la Belgique ;
- (34) « Point d'Entrée Biogaz » : Point d'Entrée défini comme le point d'interface virtuel où le Fournisseur met à disposition du GRT du Biogaz injecté dans le Réseau de Transport, soit par des Injecteurs Réglementés lorsque le Fournisseur a acquis des droits de commercialisation dans le cadre du Mécanisme de Compensation, soit par des Injecteurs Marché Libre ayant conclu des contrats de vente avec le Fournisseur ;
- (35) « Point d'Entrée France » ou « PEF » : Point d'Entrée qui matérialise l'interconnexion avec la France ;
- (36) « Point de Comptage » : point du Réseau de Transport ou d'un Réseau de Distribution où une quantité d'énergie est mesurée par un Dispositif de Mesurage pouvant être situé soit à l'interface entre deux réseaux soit au niveau du raccordement d'un Client Final ;
- (37) « Point de Fourniture » : point où le Gestionnaire du Réseau de Transport met à la disposition d'un Fournisseur, et où est réalisé le transfert de propriété et de risques liés au transport de gaz naturel. Le Fournisseur prélève ou fait prélever le gaz naturel mis à sa disposition à ce Point de Fourniture en vue de le fournir à son client. Afin de faciliter l'accès des tiers au Réseau de Transport, deux Points de Fourniture particuliers ont été définis :
  - a. « Point de Fourniture Industriels » ou « PFI » : point d'interface virtuel où le GRT met à la disposition du Fournisseur le gaz naturel permettant d'approvisionner l'ensemble de ses clients possédant un Dispositif de Mesurage qui permet une lecture en temps réel des données de consommation de gaz naturel. Le PFI correspond donc au regroupement des Points de Fourniture des clients de ce type du Fournisseur ;
  - b. « Point de Fourniture Distribution » ou « PFD » : point d'interface virtuel entre le BAP et la Zone de Distribution où le GRT met à disposition des Fournisseurs le gaz naturel qu'ils injectent dans la Zone de Distribution ;
- (38) « Poste de Prélèvement » : installation, assurant généralement les fonctions de détente, de régulation de pression et de comptage du gaz naturel livré, située à l'extrémité aval d'un branchement ;
- (39) « Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) » : quantité de chaleur, exprimée en kWh, dégagée par la combustion complète dans l'air sec, sous une pression constante de 1.013,25 mbar, d'un Nm<sup>3</sup> de gaz naturel, lorsque les produits de combustion sont refroidis à la température initiale du gaz naturel et de l'air égale à 25°Celsius, et lorsque toute l'eau formée pendant la combustion est condensée à la température de 25°Celsius ;
- (40) « Règles d'Accès » : ensemble des règles décrites dans le document intitulé : « Règles d'accès aux capacités de transport sur le réseau de Creos » approuvé par l'Autorité de Régulation et disponible sur le site Internet du GRT ([www.creos.lu](http://www.creos.lu)) ;
- (41) « Réseau de Distribution » : ensemble d'ouvrages et d'installations dans une zone donnée, géré par un Gestionnaire de Réseau de Distribution, constitué notamment de conduites à gaz moyenne et basse pression, d'organes de détente, d'organes de sectionnement et d'installations associées, auquel sont raccordés des Clients Finaux et des Injecteurs de Gaz ;

- (42) « Réseau de Transport » : ensemble d'ouvrages, d'installations et de systèmes appartenant au GRT et exploités par le GRT, constitué notamment des conduites de gaz naturel, d'installations de mesures, d'organes de détente, d'organes de sectionnement, de systèmes de télétransmission et de systèmes informatiques, au moyen duquel le GRT réalise des prestations de transport de gaz naturel moyenne pression ou haute pression ;
- (43) « Responsable d'Equilibre » : Fournisseur ayant signé un Contrat-Type d'Equilibre avec le Coordinateur d'Equilibre du BAP, financièrement responsable de l'équilibre entre ses injections aux Points d'Entrée et ses soutirages de gaz naturel aux Points de Fourniture ;
- (44) « Sécurité » : à la fois la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel et la sécurité technique ;
- (45) « Utilisateur du Réseau » : toute personne physique ou morale alimentant le réseau ou desservie par le réseau ;
- (46) « Zone de Distribution » : périmètre situé en aval du Point de Fourniture Distribution qui rassemble les Postes de Prélèvement exploités par les GRD et les Postes de Prélèvement exploités par le GRT, situés sur le Réseau de Transport et ne possédant pas de Dispositif de Mesurage télé-relevé en temps réel.

## **Article 2. Abréviations et unités**

- (47) « DVGW » : Deutscher Verband der Gas und Wasserwirtschaft ;
- (48) « kWh » : kilowatt heure, tel que défini dans la norme ISO 1000 unités SI ;
- (49) « MWh » : 1000 kWh (1 MWh = 3,6 GJ) ;
- (50) « Bar » : unité de pression effective telle que définie dans la norme ISO 1000 unité SI (1 bar =  $10^5$  Pascal) ;
- (51) « Nm<sup>3</sup> » : normal mètre cube ; quantité de gaz naturel qui, à une température de 0°C et à une pression absolue de 1,01325 bar, occupe un espace d'un mètre cube ;
- (52) « EUR » : Euro.

## **Article 3. Objet du Contrat**

Le présent Contrat-Type d'Equilibre (ci-après le « Contrat ») a pour objet de régler les aspects techniques et financiers relatifs à l'équilibrage sur le Réseau de Transport de gaz naturel du Grand-Duché de Luxembourg, conformément à l'article 39 de la Loi.

Le Contrat définit en particulier les engagements et responsabilités respectifs du Coordinateur et du Responsable d'Equilibre relatifs au Service de Flexibilité fourni par le Coordinateur au Responsable.

Le document repris en Annexe 1 du présent Contrat, « Manuel d'Equilibre », définit les procédures de Nomination et d'Allocation des quantités d'énergie, les règles d'équilibrage et les modalités de calcul des pénalités, et fait partie intégrante du Contrat.

## Article 4. Services de Flexibilité fournis par le Coordinateur

### 4.1 Principe général

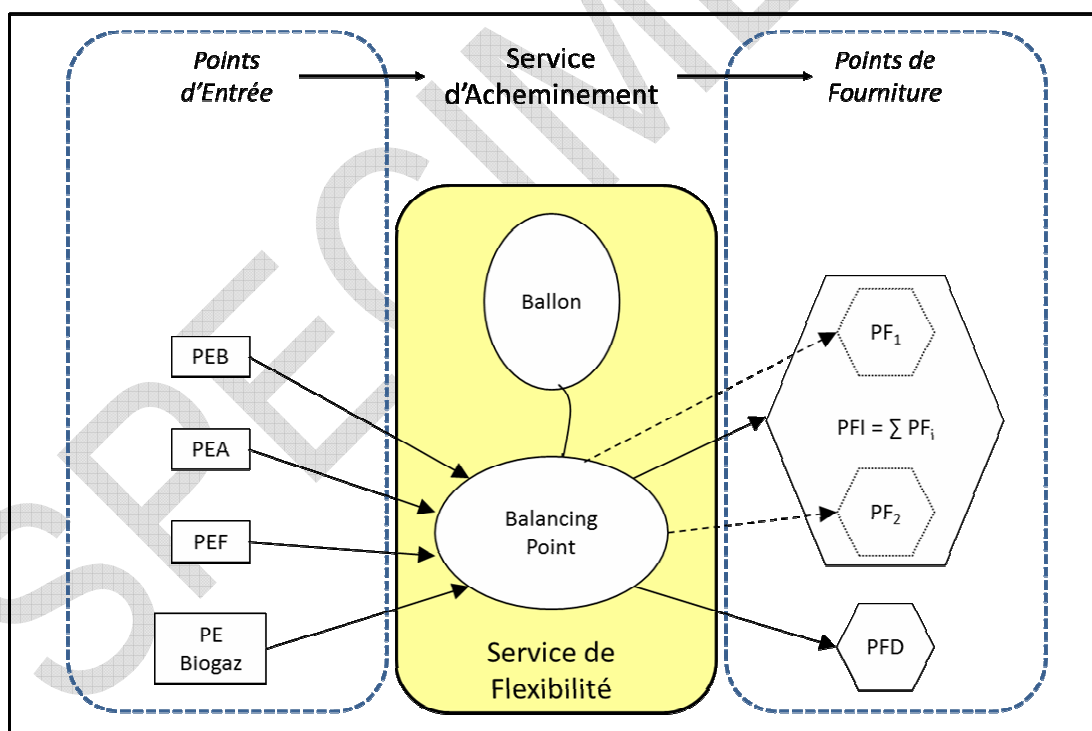
Afin d'assurer l'équilibrage du Réseau de Transport de gaz naturel, le Coordinateur fournit au Responsable d'Equilibre un Service de Flexibilité permettant à celui-ci de gérer au mieux ses Déséquilibres entre ses injections et ses soutirages de gaz naturel sur le Réseau de Transport, tout en l'incitant à les minimiser.

Conceptuellement, le gaz naturel (énergie en kWh) qui entre dans le Réseau de Transport pour y être acheminé, arrive au Point d'Equilibrage ou Balancing Point (BAP). Le gaz naturel (énergie en kWh) qui sort du réseau après y avoir été acheminé, provient du Point d'Equilibrage ou « Balancing Point » (BAP).

Le Service d'Acheminement est décrit dans le Contrat Cadre Fournisseur signé entre le GRT et le Responsable d'Equilibre agissant en sa qualité de Fournisseur.

L'équilibre entre les quantités d'énergie injectées et soutirées par le Responsable d'Equilibre est maintenu par le Coordinateur au niveau du BAP par des transferts d'énergie entre le Ballon du Responsable d'Equilibre et le BAP.

Toute quantité en surplus entrant dans le réseau est stockée temporairement dans le Ballon ; toute quantité en surplus sortant du réseau est soutirée du Ballon. Un (1) Ballon est dédié à chaque Responsable d'Equilibre actif sur le Réseau de Transport.



Si les caractéristiques du Ballon d'un Responsable d'Equilibre et/ou les quantités disponibles dans le Ballon d'un Responsable d'Equilibre sont insuffisantes, le Coordinateur :

- maintient l'équilibre au niveau du BAP ;
- pénalise le Responsable d'Equilibre fautif ;
- demande au GRT d'interrompre le Service d'Acheminement fourni au Responsable d'Equilibre fautif dans le cadre de son Contrat Cadre Fournisseur si le Coordinateur considère que le comportement du Responsable d'Equilibre est



fallacieux (nominations erronées, mauvaise définition des caractéristiques du Ballon...).

Le Coordinateur s'engage à fournir au Responsable d'Equilibre un Service de Flexibilité comprenant :

- Le Service de Flexibilité Standard, consistant en la gestion du Ballon du Responsable d'Equilibre au niveau du BAP ;
- Le Service de Flexibilité Supplémentaire permettant l'extension des capacités du Ballon. Ce service optionnel est souscrit le cas échéant par le Responsable d'Equilibre à travers la signature par les Parties et est décrit à l'article 4.4 du présent contrat.

#### **4.2 Service de Flexibilité Standard**

D'un point de vue opérationnel, le Service de Flexibilité Standard est limité au périmètre du PFI. Il est défini par les éléments suivants :

- Responsable d'Equilibre
- Date de début et date de fin
- Ballon standard
- Tolérance Horaire
- Tolérance Cumulée en Période Hivernale
- Tolérance Cumulée en Période Estivale
- Tolérance Journalière en Période Hivernale
- Tolérance Journalière en Période Estivale

Ces différents éléments sont décrits dans le Manuel d'Equilibre.

#### **4.3 Flexibilité Supplémentaire**

Le Service de Flexibilité Supplémentaire est proposé par le Coordinateur au Responsable d'Equilibre si ce dernier souhaite disposer de Tolérances Horaire, Journalière et Cumulée majorées par rapport au Ballon standard défini dans le Manuel d'Equilibre.

La disponibilité du Service de Flexibilité Supplémentaire dépend du surplus de capacités et du stockage en conduite disponible sur le Réseau de Transport, sachant qu'une partie est réservée au GRT pour assurer la sécurité et l'équilibre du réseau (« flexibilité de back-up ») et qu'une autre partie permet de fournir le Service de Flexibilité Standard à l'ensemble des Responsables d'Equilibre.

Le Responsable d'Equilibre a la possibilité de souscrire des capacités supplémentaires pour le CIT et le DIT (exprimées en unités de stockage, en kWh/an) et pour le HIT (exprimées en unités d'injection/soutirage, en kWh/h) selon les modalités définies dans le Manuel d'Equilibre.

Le Coordinateur veille à ce que chaque Responsable d'Equilibre ne souscrive pas de Flexibilité Supplémentaire au-delà des tolérances disponibles sur le Réseau de Transport. Ces tolérances sont calculées conformément aux règles décrites au Chapitre 3 du Manuel d'Equilibre.

D'un point de vue opérationnel, le Service de Flexibilité Supplémentaire souscrit par un Responsable d'Equilibre est défini par les éléments suivants :

- Responsable d'Equilibre ;
- Date de début et date de fin ;
- Ballon supplémentaire ;

- Tolérance Horaire supplémentaire exprimée en unités d'énergie (kWh/h) ;
- Tolérance Journalière et Cumulée supplémentaire exprimée en unités d'énergie (kWh).

#### **4.4 Attribution de la Flexibilité Supplémentaire**

La Flexibilité Supplémentaire (Flex<sub>suppl</sub>) sur le Réseau de Transport est attribuée à un Responsable d'Equilibre en fonction de sa Nomination journalière maximale en période hivernale, dans les limites décrites à l'Article 12 du Manuel d'Equilibre.

Un formulaire de souscription de flexibilité supplémentaire est disponible sur le site internet de Creos Luxembourg S.A. ([www.creos.lu](http://www.creos.lu)).

## **Chapitre 2 : Durée du contrat – Fin – Résiliation**

### **Article 5. Durée du contrat**

Sans préjudice des conditions décrites à l'Article 6, le présent Contrat de Responsable d'Equilibre prend effet à la date de sa signature par les deux Parties.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

### **Article 6. Conditions d'Utilisation du Réseau de Transport**

Le Responsable d'Equilibre, en sa qualité d'Utilisateur du Réseau de Transport de gaz naturel, déclare être en possession d'une autorisation de fourniture conformément à la législation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, et être signataire d'un Contrat Cadre Fournisseur avec le Gestionnaire du Réseau de Transport.

L'obtention d'une telle autorisation et la signature d'un tel contrat constituent des conditions préalables à la prise d'effet du présent Contrat. Le retrait de l'autorisation de fourniture ou la résiliation du Contrat Cadre Fournisseur constituent des cas de résiliation du présent Contrat.

### **Article 7. Résiliation**

#### **7.1 Résiliation à l'initiative du Responsable d'Equilibre**

Le Responsable d'Equilibre peut, à tout moment, notifier au Coordinateur la résiliation du Contrat par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation du Contrat prend effet le premier jour du mois suivant la réception par le Coordinateur de la notification de résiliation du Contrat si la notification a été reçue avant le 10 (dix) du mois. Dans le cas contraire, la résiliation prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la réception par le Coordinateur de la notification.

Le Coordinateur doit confirmer au Responsable d'équilibre la résiliation ainsi que la date d'effet et adresser sans délai à l'ILR copie de son courrier de confirmation.

#### **7.2 Résiliation pour manquement fautif et imputable**

En cas de manquements fautifs et imputables répétés de l'une des Parties à ses obligations au titre du présent Contrat, et sous réserve que l'autre Partie lui ait notifié par écrit (lettre ou télécopie) dans un délai d'un mois après sa survenance, ladite autre Partie peut résilier unilatéralement le présent Contrat, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis d'un (1) mois, sans indemnité de part et d'autre ni formalité judiciaire d'aucune sorte, et sans préjudice de l'application des clauses prévues au présent Contrat pour lesdits manquements.

#### **Article 8. Fusion – Apport – Cession**

En cas d'absorption ou de fusion d'une des Parties contractantes ou de cession totale ou partielle de son exploitation d'une manière quelconque à un tiers, le cédant a l'obligation d'imposer au cessionnaire les clauses et conditions du présent Contrat ; il sera, à cet effet, garant de la bonne exécution des engagements souscrits jusqu'à ce que l'autre partie l'ait relevé de cette obligation.

En cas de dissolution, requête en gestion contrôlée, assignation en faillite, mise en faillite, liquidation de biens, de demande de concordat, le Coordinateur peut de plein droit arrêter immédiatement le Contrat sans mise en demeure préalable et toutes les sommes dues au Coordinateur seront exigibles sans délai et notamment les frais d'enlèvement du matériel appartenant au Coordinateur.

Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie. L'autre Partie ne peut s'y opposer que pour de justes motifs.

#### **Article 9. Interruptions et réductions du Service de Flexibilité**

Nonobstant toute stipulation contraire, le Coordinateur, agissant en opérateur prudent et raisonnable, peut mettre en œuvre à tout moment toute action visant à préserver la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des biens et des personnes et/ou l'intégrité du Réseau de Transport et/ou à garantir l'exécution de ses obligations légales ou réglementaires, y compris toute action ayant pour conséquence une réduction ou une interruption des obligations du Coordinateur au titre du présent Contrat, sous réserve d'un traitement équitable des Utilisateurs du Réseau de Transport et du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Ces réductions ou interruptions peuvent être notamment la conséquence de Mesures d'urgences et de sauvegarde telles que définies aux Articles 18 et 19 de la Loi du 1<sup>er</sup> août 2007.

Le Coordinateur a le droit à tout moment de réduire ou d'interrompre le Service de Flexibilité dans l'intérêt du bon fonctionnement et de la sécurité du transport de gaz naturel, afin de procéder aux travaux de maintenance, de réparation et de remplacement qu'il juge nécessaires.

Le Coordinateur ne sera redevable au Responsable d'Equilibre d'aucune indemnisation en raison de l'arrêt ou de la réduction du Service de Flexibilité de ce chef. De telles réductions ou interruptions du Service de Flexibilité seront limitées autant que possible et se feront après concertation préalable, sauf cas d'urgence.

Le Coordinateur notifiera, en cas de réduction du Service de Flexibilité, les modifications apportées aux Ballons des Responsables d'Equilibre et aux règles d'équilibrage décrites dans le Manuel d'Equilibre.

### **Chapitre 3 : Tarification - Facturation - Paiement**

#### **Article 10. Tarification**

La tarification du Service de Flexibilité Standard comprend les 4 termes optionnels suivants qui sont payés par le Responsable d'Equilibre selon les règles décrites dans le chapitre 3 du Manuel d'Equilibre :

- Pénalité pour dépassement de la Tolérance Horaire (HIT) ;
- Pénalité pour dépassement de la Tolérance Journalière (DIT) ;
- Pénalité pour dépassement de la Tolérance Cumulée (CIT) ;



- Frais d'équilibrage relatifs à l'énergie d'ajustement (vente de l'excédent d'énergie ou achat du déficit d'énergie lié au dépassement de la Tolérance Journalière (DIT) ou, en fin de mois, pour ramener à zéro la position du Ballon).

La tarification du Service de Flexibilité Supplémentaire comprend deux (2) termes s'appliquant aux réservations de capacités supplémentaires définies dans le formulaire décrit à l'article 4.4:

- Prix de la Tolérance Horaire (HIT) supplémentaire par unité d'injection/soutirage, exprimé en EUR/kWh/h/an ;
- Prix de la Tolérance Journalière (DIT) et Cumulée (CIT) supplémentaire par unité de stockage, exprimé en EUR/kWh/an.

Les prix du Service de Flexibilité Supplémentaire sont publiés sur le site Web du Coordinateur à l'adresse [www.creos.lu](http://www.creos.lu).

#### **Article 11. Facturation**

Le Service de Flexibilité est facturé par le Coordinateur au Responsable d'Equilibre dans les premiers jours de chaque mois calendaire pour le mois calendaire précédent, sur la base de la tarification définie à l'Article 10.

La facturation de l'énergie d'ajustement peut être établie sur la base de décomptes provisoires, en particulier si le Responsable d'Equilibre est également actif dans la Zone de Distribution.

Le décompte des quantités définitives du mois M est mis à disposition du Responsable d'Equilibre au plus tard en M+15.

Le Service de Flexibilité Supplémentaire est facturé à titre définitif dès le premier mois d'entrée en vigueur du Contrat.

#### **Article 12. Renseignements**

Si le Responsable d'Equilibre possède des renseignements sur les fournitures et que ceux-ci sont demandés par le Coordinateur dans le but d'établir la facturation, le Responsable d'Equilibre dispose des trois premiers jours ouvrables de chaque Mois pour faire parvenir ces renseignements au Coordinateur.

#### **Article 13. Contrôle des enregistrements**

Le Responsable d'Equilibre et le Coordinateur possèdent tous deux le droit de contrôler, à des intervalles raisonnables, les graphiques et les enregistrements de chaque Partie dans la mesure où ces contrôles s'avèrent nécessaires pour vérifier l'exactitude de chaque relevé fourni par le Coordinateur en vertu de l'Article ci-dessus.

#### **Article 14. Paiement**

Les factures sont payables endéans les 25 (vingt-cinq) jours à partir de la date d'émission de la facture au compte du Coordinateur auprès d'une banque indiquée sur la facture. Si cette date d'échéance est un jour non ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

A défaut de paiement à l'expiration du délai de paiement, et sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, le montant dû est augmenté automatiquement des intérêts calculés au taux EURIBOR 360 jours 3 mois augmenté de 160 points de base au jour de l'échéance de la facture. A défaut de paiement dans les 30 jours de l'échéance et après une mise en demeure et/ou un avertissement préalable, le Coordinateur a le droit d'interrompre ses services jusqu'au paiement intégral des sommes dues.

#### **Article 15. Contestation des factures**

Le Responsable d'Equilibre dispose d'un délai de 15 (quinze) jours calendaires à partir de la date de la facture pour introduire toute réclamation relative à son montant. La facture est à considérer comme définitivement acceptée à l'expiration de ce délai.

Nonobstant l'introduction de réclamations contre la facture, le Responsable d'Equilibre est obligé de verser l'intégralité du montant de la facture à moins d'une erreur manifeste de la part du Coordinateur et dans ce cas, le Responsable d'Equilibre peut seulement retenir le montant injustifié de la facture.

Pour les factures contestées par le Responsable d'Equilibre, s'il apparaît par après que le Responsable d'Equilibre a retenu le paiement de manière injustifiée, celui-ci doit payer la différence entre la facture et le montant déjà payé, majorée d'un intérêt de retard tel que prévu à l'Article 14. Si le Responsable d'Equilibre verse un montant et s'il apparaît par après que le Responsable d'Equilibre a payé un surplus de manière injustifiée, le Coordinateur s'engage à rembourser le montant versé en surplus, majoré des intérêts de retard tel que prévu à l'Article 14, décomptés à partir de la date du paiement par le Responsable d'Equilibre.

### **Chapitre 4 : Responsabilité – Force majeure**

#### **Article 16. Responsabilité des Parties**

##### **16.1 Responsabilité à l'égard des tiers**

Le Responsable d'Equilibre et le Coordinateur supportent, chacun en ce qui le concerne, toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent en vertu du droit commun à raison de tous dommages, de quelque nature que ce soit, causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des obligations qui leur incombent respectivement dans le cadre du présent Contrat.

La responsabilité du Responsable d'Equilibre peut notamment être engagée à l'égard d'un tiers au présent Contrat en cas de dommage résultant du non-respect des règles opérationnelles visées dans le Manuel d'Equilibre.

##### **16.2 Responsabilité du Responsable d'Equilibre à l'égard du Coordinateur**

La responsabilité du Responsable d'Equilibre est engagée à l'égard du Coordinateur et/ou des assureurs de ce dernier à raison des dommages directs subis par ce dernier du fait d'un manquement fautif et imputable prouvé du Responsable d'Equilibre à ses obligations au titre du présent Contrat.

##### **16.3 Responsabilité du Coordinateur à l'égard du Responsable d'Equilibre**

La responsabilité du Coordinateur est engagée à l'égard du Responsable d'Equilibre et/ou des assureurs de ce dernier à raison des dommages directs subis par ce dernier du fait d'un manquement fautif et imputable prouvé du Coordinateur à ses obligations au titre du présent Contrat.

Le Responsable d'Equilibre ne peut en aucun cas prétendre à quelque indemnisation que ce soit de la part du Coordinateur, ou de ses assureurs, des éventuelles conséquences d'une interruption ou d'une réduction du Service de Flexibilité mise en œuvre par le Coordinateur pour les raisons visées à l'Article 9 ci-avant, sauf si cette interruption ou cette réduction est consécutive à un manquement fautif et imputable prouvé du Coordinateur à ses obligations au titre du présent Contrat.

#### 16.4 Plafonds de responsabilité

D'une façon générale, la responsabilité contractuelle du Coordinateur vis-à-vis du Responsable d'Equilibre et respectivement la responsabilité contractuelle du Responsable d'Equilibre vis-à-vis du Coordinateur sont, dans tous les cas, limitées :

- par événement dommageable, à un plafond défini à partir des quantités annuelles transportées selon le barème suivant :

Quantités annuelles livrées (*) en GWh	Plafond en EUR
0 à 100	20 000
100 à 250	60 000
>250	100 000

(\*) Les quantités annuelles transportées sont celles de l'année civile précédant l'année de l'évènement.

- par année civile, à 3 (trois) fois le montant défini ci-dessus.

L'évènement dommageable s'entend de tout évènement susceptible de mettre en jeu la responsabilité du Responsable d'Equilibre ou du Coordinateur, étant entendu que constitue un seul et même évènement l'ensemble des dommages résultant d'un même fait générateur.

#### Article 17. Force majeure et circonstances assimilées

Constitue un cas de force majeure tout évènement normalement imprévisible, extérieur à la Partie qui l'invoque, et ne pouvant être surmonté par la mise en œuvre des efforts raisonnables auxquels celle-ci est tenue en sa qualité d'opérateur ou d'utilisateur prudent et raisonnable, et ayant pour effet de l'empêcher d'exécuter tout ou partie de l'une quelconque de ses obligations découlant du Contrat.

Sont d'ores et déjà assimilés à des cas de force majeure, sans devoir remplir les critères énoncés à l'alinéa qui précède, les évènements suivants :

- émeutes, guerre, actes terroristes, actes de vandalisme, dégâts causés par les actes criminels et les menaces de même nature,
- le fait du prince, décisions d'autorité civiles ou militaires ou de tribunaux,
- incendie, inondation, tremblements de terre, tempêtes, cyclones,
- toute mise hors d'état des installations de gaz naturel (de transport, de stockage, d'acheminement etc.) résultant notamment d'explosion, d'inondation ou manque d'eau, de rupture ou de fissures ou fuites de conduites, de manque de courant électrique, de bris de machine, d'accidents d'exploitation ou de matériel ou du fait de tiers, toute limitation, réduction, interruption ou tout défaut de l'approvisionnement de gaz naturel à l'entrée du Réseau de Transport, indépendamment de la volonté du Coordinateur, ayant un effet perturbateur sur la réalisation du service de transport.

La Partie invoquant un évènement ou circonstance visé au présent article, doit en avertir l'autre Partie dans les meilleurs délais, lui préciser la nature de l'évènement, ses conséquences et sa durée probable. Les Parties se tiendront mutuellement informées autant que nécessaire au cours de l'évènement de force majeure.

Lorsque le Coordinateur invoque à juste titre un évènement de force majeure, il est délié de ses obligations au titre du Contrat pour la durée et dans la limite de ses effets sur ses obligations. Agissant en opérateur prudent et raisonnable, il prend toute mesure permettant de minimiser les effets de l'évènement ou de la circonstance visé au présent paragraphe et s'efforce d'assurer dès que possible la reprise normale de l'exécution du Contrat.

Lorsque le Responsable d'Equilibre invoque à juste titre un événement de force majeure et que cet événement entraîne une interruption de fourniture de plus de 24 (vingt-quatre) heures consécutives, le Responsable d'Equilibre est délié de son obligation de paiement de l'énergie d'ajustement et des pénalités pour la durée déclarée en force majeure au-delà des 24 (vingt-quatre) heures consécutives.

La Partie invoquant la force majeure n'encourt aucune responsabilité et n'est tenue d'aucune obligation de réparation au titre des dommages subis par l'autre Partie du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de ses obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause exclusive la survenance d'un événement de force majeure, et qu'elle en a informé l'autre Partie dans les conditions énoncées ci-avant.

Dans l'hypothèse où la survenance d'un événement ou circonstance de force majeure empêcherait l'une des Parties d'exécuter ses obligations pour une durée supérieure à 1 (un) mois, les Parties se rencontreront en vue d'examiner les adaptations à apporter à leurs obligations respectives au titre du Contrat pour tenir compte de cette nouvelle situation.

## **Chapitre 5 : Concertation, litiges et droit applicable**

### **Article 18. Droit applicable**

Le présent Contrat est soumis au droit luxembourgeois.

### **Article 19. Validité du Contrat**

Si l'application pratique du présent Contrat révèle l'existence de lacunes que les Parties n'ont pas prévues, ou si certaines clauses n'étaient pas juridiquement valables ou licites, la validité des autres clauses n'en serait pas affectée et les Parties seront obligées de combler les lacunes ou de remplacer les clauses invalides en s'inspirant de l'esprit et des objectifs du présent Contrat.

À la date de son entrée en vigueur, le présent Contrat constitue l'intégralité des obligations respectives des Parties relatives à son objet. Il met fin à toute convention antérieure entre les Parties relative à son objet.

### **Article 20. Changement de circonstances**

En cas de modification de l'encadrement législatif et réglementaire y compris les prescriptions et injonctions du Régulateur ayant un effet direct sur l'exécution du présent Contrat, les Parties s'engagent à y adapter les stipulations contractuelles du présent Contrat.

Au cas où une telle modification entraînerait des conséquences financières ayant pour effet de mettre en cause l'équilibre économique du présent Contrat, les Parties feront leurs meilleurs efforts pour le rétablir par une révision du Contrat. Au cas où elles ne parviendraient pas à un accord endéans une période de 30 jours prenant cours à partir de la date où le changement de circonstances a été notifié par la Partie concernée, cette dernière aura le droit de résilier le présent Contrat avec un préavis de 8 jours.

### **Article 21. Concertation**

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable, dans un délai maximum d'1 (un) mois à compter de la notification des griefs par la Partie la plus diligente, tout litige relatif à la formation, l'exécution ou l'interprétation du présent Contrat.

Dans les cas de différend prévus par la législation, le Régulateur peut être saisi par l'une des Parties.

## **Article 22. Litiges**

A défaut de règlement du litige dans les conditions visées aux alinéas précédents, les deux Parties s'engagent à reconnaître les juridictions luxembourgeoises compétentes sur le territoire du siège du Coordinateur comme seules juridictions compétentes.

SPECIMEN

## Chapitre 6 : Divers

### Article 23. Confidentialité

Les Parties s'engagent à tenir confidentielles toutes les données et informations communiquées entre les Parties en raison de l'exécution du présent Contrat. Cette obligation est toutefois levée au cas où une des Parties serait obligée de communiquer des informations à une autorité publique compétente ou en exécution d'une décision de justice ou en vertu d'une prescription légale ou réglementaire.

### Article 24. Langue

Nonobstant toute traduction qui puisse en être faite, signée ou non, la langue faisant foi pour l'interprétation et/ou l'exécution du présent Contrat est le français.

### Article 25. Impôts, taxes et prélèvements

Les Parties supportent, chacune pour ce qui la concerne, les impôts, taxes et prélèvements lui incombant en application de la réglementation en vigueur.

Toute somme due au Coordinateur en application du Contrat est exprimée hors toutes taxes et tous prélèvements. Les factures du Coordinateur sont majorées de toutes taxes et de tous prélèvements dus par les Clients Finaux et devant être collectés par le Coordinateur en application de la réglementation. Ces taxes et prélèvements sont payables dans les conditions prévues à l'Article 11.

Fait en deux exemplaires originaux,

**Pour CREOS Luxembourg S.A.**

Luxembourg, le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Carlo Bartocci

**Head of Dispatching Department**

Romain Becker

**CEO CREOS Luxembourg S.A.**

**Pour «ENTREPRISE» «Raison»**

\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Nom du signataire: \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Nom du signataire: \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

# MANUEL D'EQUILIBRE

## Chapitre 1 : Généralités

### Article 1. Objet du Manuel d'Equilibre

Le Manuel d'Equilibre définit les procédures de Nomination et d'Allocation des quantités de gaz naturel acheminées sur le Réseau de Transport, les règles d'équilibrage sur le BAP et les modalités de calcul des pénalités relatives au dépassement des déséquilibres tolérés par le Coordinateur.

### Article 2. Clauses relatives au Biogaz

Toutes les clauses du présent Contrat relatives au Biogaz ne sont applicables qu'après l'entrée en vigueur du Règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la commercialisation du Biogaz introduisant les dispositions correspondantes dans la réglementation.

### Article 3. Notations

Les notations suivantes sont utilisées dans ce manuel :

$N_E$	Somme des nominations à l'entrée PEA, PEB, PEF
$N_{PFD}$	Nomination vers la Zone de Distribution
$N_{PFI}$	Nomination vers le Point de Fourniture Industriels
$A_E$	Somme des allocations aux Points d'Entrée PEA, PEB, PEF, et $PE_{Biogaz}$
$A_{E\ h}$	Somme des allocations pour l'heure h aux Points d'Entrée PEA, PEB, PEF
$A_{SBAP\ h}$	Allocation totale à la sortie du BAP ( $A_{PFI} + A_{PFD}$ ) pour l'heure h
Fuel	Gaz carburant pour la journée entière $Fuel = FUEL\% \ N_E$
FUEL%	Pourcentage des quantités injectées sur le BAP requises comme gaz carburant ; ce paramètre est publié sur le site <a href="http://www.creos.lu">www.creos.lu</a>
$Fuel_h$	Gaz carburant à l'heure h $Fuel_h = Fuel / 24$
$Flex_{suppl}$	Service de flexibilité supplémentaire
$Flex_{suppl\ h}$	Service de flexibilité horaire supplémentaire
$H_{Imb\ h}$	Déséquilibre horaire à l'heure h entre les allocations aux Points d'Entrée et les allocations aux Points de Fourniture $H_{Imb\ h} = A_{E\ h} - Fuel_h - A_{SBAP\ h}$
$CI_h$	Déséquilibre cumulé horaire $CI_h = CI_{h-1} + H_{Imb\ h}$
$CI_j$	Déséquilibre cumulé journalier
$C_{OV\ j-1}$	Déséquilibre reporté du jour j-1 (carry over) $CI_j = C_{OV\ j-1} + (A_E - Fuel) - A_{SBAP}$



## Chapitre 1 : Nomination et Allocation

### Article 4. Règles relatives au processus de Nomination

#### 4.1 Principes généraux

Afin de garantir une utilisation sûre et à moindre frais du Réseau de Transport, le Responsable d'Equilibre doit assurer un équilibre quotidien entre les quantités d'énergie qu'il injecte aux Points d'Entrée vers le BAP et les quantités qu'il soutire du BAP aux Points de Fourniture.

Le Responsable d'Equilibre doit, en temps voulu et dans le respect du présent Manuel d'Equilibre, transmettre au Coordinateur une Nomination des quantités horaires d'énergie injectées des Points d'Entrée vers le BAP et soutirés du BAP vers les Points de Fourniture.

Toute Nomination transmise au Coordinateur est considérée comme la Nomination valable sauf si elle est rejetée par le Coordinateur en vertu des règles définies aux paragraphes 4.2 à 4.5. Pour modifier une Nomination, le Responsable d'Equilibre doit transmettre une nouvelle Nomination (ci-après « Renomination ») qui remplace la précédente.

De manière générale, les Nominations doivent être conformes aux recommandations du Common Business Practice 2003-002-01 d'EASEE-gas « Harmonisation of the Nomination and Matching Process », la publication la plus récente faisant foi. Ces recommandations sont disponibles sur le site [www.easee-gas.org](http://www.easee-gas.org). Les heures sont référencées en UTC.

Pour effectuer ses Nominations, le Responsable doit se conformer aux règles définies aux paragraphes 4.2 à 4.5.

Si le Responsable d'Equilibre ne respecte pas les présentes règles de Nomination ou les applique improprement, le Coordinateur peut interrompre le Service de Flexibilité et demander au GRT d'interrompre le Service d'Acheminement fourni par le GRT au Responsable d'Equilibre en sa qualité de Fournisseur dans le cadre du Contrat Cadre Fournisseur.

#### 4.2 Echéances

- Le Responsable d'Equilibre doit transmettre une Nomination au Coordinateur pour chaque Journée Gazière.
- La Nomination pour une Journée Gazière donnée doit être envoyée au plus tard à 13h00, heure civile, le jour précédent. Le Responsable d'Equilibre est autorisé à transmettre à l'avance une Nomination pour une Journée Gazière donnée.
- Une Nomination transmise au Coordinateur avant 13h00 le jour précédent la Journée Gazière concernée est confirmée par le Coordinateur par l'envoi d'un message Edigas avant 17h00 le même jour.
- Après 17h00 le jour précédant la Journée Gazière concernée par la Renomination, la Renomination est confirmée par l'envoi d'un message Edigas dans les deux (2) heures suivant sa transmission au Coordinateur.

#### 4.3 Informations requises

- Les Nominations sont exprimées en unités d'énergie par heure (kWh/h).
- La Nomination pour une Journée Gazière donnée contient les informations standards définies dans les « Message Implementation Guidelines » d'Edigas, disponibles sur le site [www.edigas.org](http://www.edigas.org).
- Une Nomination comprend une date de début et une date de fin de livraison, définies en conformité avec le Contrat et avec le Contrat Cadre Fournisseur signés par le Responsable d'Equilibre.

#### **4.4 Renominations**

- Les Renominations sont autorisées. Pour modifier une Nomination, le Responsable d'Equilibre transmet une nouvelle Nomination au Coordinateur, qui annule et remplace complètement la Nomination précédente ;
- Une Renomination comprenant des modifications relatives à une période passée, à l'heure en cours ou aux deux heures pleines consécutives à la réception de la Renomination par le Coordinateur est considérée comme non valable.

#### **4.5 Contrôle des Nominations et des Renominations**

- Une Nomination ou une Renomination à un Point d'Entrée dont l'une des composantes horaires est supérieure aux capacités souscrites disponibles tenant compte de l'interruption des Capacités Interruptibles de niveau 1 et de niveau 2 pour l'heure considérée à ce Point d'Entrée, est déclarée non valable et est rejetée par le Coordinateur.
- Toute Nomination ou Renomination à un Point d'Entrée ou de Fourniture doit être positive. Toute Nomination ou Renomination strictement négative est considérée comme non valable et est rejetée par le Coordinateur.

### **Article 5. Règles d'Allocation**

#### **5.1 Allocation aux Points d'Entrée**

Aux Points d'Entrée PEB et PEA, les quantités allouées sont égales aux quantités nominées. Cette règle est appliquée au niveau du PEB et du PEA tant qu'un Accord Opérationnel d'Equilibrage (OBA) entre le Coordinateur et le Gestionnaire du Réseau de Transport voisin le permet. A tout moment, l'OBA en vigueur au niveau d'un Point d'Entrée pourra être remplacé par un accord entre le Coordinateur et les Responsables d'Equilibre acheminant du gaz naturel par ce Point d'Entrée afin de répartir les déséquilibres constatés au niveau de ce Point d'Entrée.

Au Point d'Entrée PEF, les quantités sont allouées au prorata des Nominations sur la base des quantités mesurées.

Conformément aux principes d'Allocation du Biogaz définis dans le Code de Distribution, au Point d'Entrée Biogaz, les quantités allouées sont égales à la somme :

- des quantités effectivement injectées sur le BAP par les Injecteurs Marché Libre appartenant au portefeuille du Fournisseur et raccordés directement au Réseau de Transport (quantités mesurées) ;
- de la quote-part des Injections Réglementées sur le BAP allouée au Fournisseur dans le cadre de sa participation au Mécanisme de Compensation.

Pour les Points d'Entrée France, Allemagne et Belgique, la quantité de gaz naturel qui est effectivement acheminée jusqu'au Point d'Equilibrage du Réseau de Transport (BAP) pour un Responsable d'Equilibre sera la quantité allouée au Point d'Entrée diminuée de FUEL%, au titre du Gaz Carburant.

En revanche, pour le Point d'Entrée Biogaz, la quantité acheminée jusqu'au Point d'Equilibrage est égale à la quantité allouée au Point d'Entrée (pas de prise en compte du Gaz Carburant).

#### **5.2 Allocation au Point de Fourniture Industriels (PFI)**

Pour tous les Points de Fourniture regroupés dans le PFI du Responsable d'Equilibre, les Allocations sont égales à la somme des quantités d'énergie mesurées à chaque Point de Fourniture.

Si plus d'un Responsable d'Equilibre approvisionnent en gaz naturel le Point de Fourniture d'un Client Final, un accord de répartition des quantités doit être conclu entre le Coordinateur, le Client Final et les Responsables d'Equilibre approvisionnant ce Point de Fourniture.

Quatre scénarios de répartition des quantités sont admis :

- « Deem » : l'allocation est égale à la nomination pour chacun des Responsables d'Equilibre à l'exception du Responsable d'Equilibre prenant en charge la modulation ;
- « % Nom » : allocation au prorata des nominations de chacun des Responsables d'Equilibre, sur la base des quantités mesurées ;
- « Base + Ext » : allocation dans un ordre prédéfini. Une valeur maximale est fixée pour chaque Responsable d'Equilibre, sauf le dernier. Les quantités sont allouées successivement aux Responsables d'Equilibre à concurrence de leur valeur maximale ; la quantité éventuellement restante est allouée au dernier Responsable d'équilibre ;
- « Fix % » : allocation selon des proportions définies à l'avance.

### **5.3 Allocation au Point de Fourniture Distribution (PFD)**

L'Allocation au PFD est égale à la Nomination au PFD du Responsable d'Equilibre.

Cette Allocation est utilisée pour le calcul des frais d'équilibrage et des éventuelles pénalités de dépassement des Tolérances Journalière, Horaire et Cumulée.

## Chapitre 2 : Règles d'équilibrage

### Article 6. Généralités

Il existe actuellement trois règles d'équilibrage dans le modèle de réseau du Coordinateur :

- Tolérance Journalière ou « Daily Imbalance Tolerance » (DIT) ;
- Tolérance Horaire ou « Hourly Imbalance Tolerance » (HIT) ;
- Tolérance Cumulée ou « Cumulated Imbalance Tolerance » (CIT).

### Article 7. Tolérance Journalière (DIT)

#### 7.1 Définition

Le Responsable d'Equilibre doit mettre en œuvre ses meilleurs efforts pour être globalement équilibré au terme d'une Journée Gazière.

Le Coordinateur autorise cependant au Responsable d'Equilibre un certain Déséquilibre entre les quantités d'énergie allouées quotidiennement aux Points d'Entrée et les quantités allouées aux Points de Fourniture, après déduction du Gaz Carburant.

En Période Hivernale, respectivement Estivale, cette tolérance DIT est égale à +/-3%, respectivement +/-5%, de la différence entre les volumes quotidiens nominés aux Points d'Entrée et les volumes quotidiens nominés au Point de Fourniture Distribution (après déduction du Gaz Carburant). Cette tolérance DIT est donc calculée selon la formule suivante :

$$DIT = a * |N_E - Fuel - N_{PFD}| \text{ (avec } a = 3\% \text{ ou } 5\% \text{ selon la période)}$$

En accord avec le Responsable d'Equilibre concerné et dans le respect du principe de non-discrimination, le GRT pourra augmenter la valeur de cette tolérance pour tout Responsable d'Equilibre dont l'approvisionnement dépend significativement du Biogaz injecté sur le BAP. Dans ce cas, la tolérance sera calculée de manière à garantir au Responsable d'Equilibre une flexibilité équivalente à celle qu'il obtiendrait en s'approvisionnant aux Points d'Entrée PEA, PEB et PEF.

Si le Déséquilibre journalier dépasse cette tolérance pour des raisons non attribuables au Coordinateur et sans son consentement, le Responsable d'Equilibre est pénalisé financièrement selon le barème défini au paragraphe 7.3. La pénalité s'applique uniquement sur le volume du Déséquilibre journalier dépassant le seuil de tolérance.

#### 7.2 Calcul du dépassement du DIT

Le dépassement du déséquilibre journalier autorisé  $\Delta J$  est calculé selon la formule suivante :

$$\Delta J = |C_j| - (DIT + \frac{1}{2} Flex_{suppl}) \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon.}$$

Le déséquilibre journalier exprimé en pourcentage,  $Des\%_j$  est calculé selon la formule suivante :

$$Des\%_j = (|C_j| - \frac{1}{2} Flex_{suppl}) * 100 / |N_E - Fuel - N_{PFD}| \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon}$$

### 7.3 Montant de la pénalité en cas de dépassement

Le montant de la pénalité est fonction du % de dépassement, du déséquilibre en valeur absolue, et de la Période (Hivernale ou Estivale).

Période Hivernale	
Déséquilibre DES%, <sub>j</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 3,0%	0
3,0% < Déséquilibre ≤ 5,5%	2,0 x 1,15 x (ΔJ)
5,5% < Déséquilibre ≤ 8,0%	4,5 x 1,15 x (ΔJ)
8,0% < Déséquilibre ≤ 10,5%	7,5 x 1,15 x (ΔJ)
10,5% < Déséquilibre	9,0 x 1,15 x (ΔJ)

Période Estivale	
Déséquilibre DES%, <sub>j</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 5,0%	0
5,0% < Déséquilibre ≤ 7,5%	1,0 x 1,15 x (ΔJ)
7,5% < Déséquilibre ≤ 10,0%	2,5 x 1,15 x (ΔJ)
10,0% < Déséquilibre ≤ 12,5%	4,5 x 1,15 x (ΔJ)
12,5% < Déséquilibre	7,0 x 1,15 x (ΔJ)

Cette pénalité est facturée en sus de l'énergie d'ajustement.

## **Article 8. Prix de l'énergie d'ajustement**

Les frais d'équilibrage liés à la vente par le Coordinateur de l'excédent d'énergie ou à l'achat par le Coordinateur du déficit d'énergie liés au dépassement de la Tolérance Journalière (DIT) ou, en fin de mois, à la remise à zéro de la position du Ballon du Responsable d'Equilibre, sont facturés à ce dernier selon les modalités suivantes.

### **8.1 Cas d'un déficit de gaz naturel pour le Responsable d'Equilibre**

Si un Responsable d'Equilibre est en déficit à l'intérieur de la bande de Tolérance Journalière (DIT), le Coordinateur achète le volume de gaz naturel manquant pour le compte du Responsable d'Equilibre. Le Coordinateur facturera au Responsable d'Equilibre ce gaz naturel 110% du prix le plus haut entre :

- Dow Jones Zeebrugge Index for Natural Gas (DJ ZIG) daté du jour concerné pour le Hub de Zeebrugge et exprimé en EUR / MWh ;
- Prix marginal d'équilibrage (« System Marginal Price » ou SMP) sur le Réseau de Transport pour le jour concerné, exprimé en EUR / MWh.

Si un Responsable d'Equilibre est en déficit en dehors de la bande de Tolérance Journalière (DIT), le Coordinateur facturera au Responsable d'Equilibre le volume de gaz naturel dépassant la tolérance 150% du prix le plus haut entre :

- Dow Jones Zeebrugge Index for Natural Gas (DJ ZIG) daté du jour concerné pour le Hub de Zeebrugge et exprimé en EUR / MWh ;
- Prix marginal d'équilibrage (« System Marginal Price » ou SMP) sur le Réseau de Transport pour le jour concerné, exprimé en EUR / MWh.

Le SMP est le prix maximal payé par le Coordinateur pour acheter du gaz naturel pendant la journée concernée auquel s'ajoutent tous les frais supplémentaires engagés par le Coordinateur pour sécuriser ces volumes.

### **8.2 Cas d'un excédent de gaz naturel pour le Responsable d'Equilibre**

Si un Responsable d'Equilibre est excédentaire à l'intérieur de la bande de Tolérance Journalière (DIT), le Coordinateur achète l'excédent de gaz naturel au Responsable d'Equilibre 90% du prix le plus bas entre :

- Dow Jones Zeebrugge Index for Natural Gas (DJ ZIG) daté du jour concerné pour le Hub de Zeebrugge et exprimé en EUR / MWh ;
- Prix le plus bas payé par le Coordinateur pour acheter du gaz naturel pendant la journée concernée, exprimé en EUR / MWh.

Si un Responsable d'Equilibre est excédentaire en dehors de la bande de Tolérance Journalière (DIT), le Coordinateur achète l'excédent de gaz naturel au Responsable d'Equilibre 70% du prix le plus bas entre :

- Dow Jones Zeebrugge Index for Natural Gas (DJ ZIG) daté du jour concerné pour le Hub de Zeebrugge et exprimé en EUR / MWh ;
- Prix le plus bas payé par le Coordinateur pour acheter du gaz naturel pendant la journée concernée, exprimé en EUR / MWh.

## **Article 9. Tolérance Horaire (HIT)**

### **9.1 Définition**

Le Responsable d'Equilibre doit mettre en œuvre ses meilleurs efforts pour maintenir un Débit Horaire constant au cours d'une Journée Gazière.

Le Coordinateur autorise cependant au Responsable d'Equilibre des variations du Débit Horaire de 50% par rapport au volume horaire moyen nominé pour une Journée Gazière donnée. Cette tolérance horaire (HIT) est calculée selon la formule suivante :

$$HIT = 50\% |N_E - Fuel - N_{PFD}|/24$$

En accord avec le Responsable d'Equilibre concerné et dans le respect du principe de non-discrimination, le GRT pourra augmenter la valeur de cette tolérance pour tout Responsable d'Equilibre dont l'approvisionnement dépend significativement du Biogaz injecté sur le BAP.

Si le Responsable d'équilibre achemine du gaz naturel uniquement pendant une partie d'une Journée Gazière, la période de référence est ajustée en conséquence.

Si le Déséquilibre dépasse cette tolérance pour des raisons non attribuables au Coordinateur et sans son consentement, le Responsable d'Equilibre est pénalisé financièrement selon le barème défini au paragraphe 9.4. La pénalité s'applique uniquement sur le volume du Déséquilibre dépassant le seuil de tolérance.

## 9.2 Calcul du dépassement du HIT

Le dépassement du déséquilibre horaire autorisé  $\Delta H$  est déterminé selon la formule suivante :

$$\Delta H = |H_{imb\ h}| - (HIT + Flex_{suppl\ h}) \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon.}$$

Le déséquilibre horaire exprimé en pourcentage  $Des\%_H$  est calculé selon la formule suivante :

$$Des\%_H = (|H_{imb\ h}| - Flex_{suppl\ h}) * 100 / (|N_E - Fuel - N_{PFD}|/24) \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon}$$

## 9.3 Augmentation du HIT en cas d'interruption de capacités interruptibles de niveau 1

Lorsque, pour une heure donnée d'une journée gazière :

- le Responsable d'Equilibre a nominé au maximum de ses Capacités Fermes et Interruptibles de niveau 1 disponibles, ou au-delà, sur chacun des Points d'Entrée PEA, PEB et PEF, pour lesquels il a souscrit de telles capacités,
- le Responsable d'Equilibre a subi une interruption de ses Capacités Interruptibles de niveau 1 pour un ou plusieurs de ces Points d'Entrée,
- le Responsable d'Equilibre est en déséquilibre horaire négatif pour cette heure,

alors, pour chacune des heures respectant les trois (3) critères définis ci-dessus et selon les modalités définies dans les Règles d'Accès, le HIT est augmenté de la quantité interrompue au titre des Capacités Interruptibles de niveau 1 aux différents Points d'Entrée.

#### 9.4 Montant de la pénalité en cas de dépassement

Le montant de la pénalité est fonction du % de dépassement, du déséquilibre en valeur absolue, et de la Période (Hivernale ou Estivale).

Période Hivernale	
Déséquilibre horaire Des% <sub>H</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 50,0%	0
50,0% < Déséquilibre ≤ 55,5%	2,0 x 1,15 x (ΔH)
55,5% < Déséquilibre ≤ 58,0%	4,5 x 1,15 x (ΔH)
58,0% < Déséquilibre ≤ 60,5%	7,5 x 1,15 x (ΔH)
60,5% < Déséquilibre	9,0 x 1,15 x (ΔH)

Période Estivale	
Déséquilibre horaire Des% <sub>H</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 50,0%	0
50,0% < Déséquilibre ≤ 57,5%	1,0 x 1,15 x (ΔH)
57,5% < Déséquilibre ≤ 60,0%	2,5 x 1,15 x (ΔH)
60,0% < Déséquilibre ≤ 62,5%	4,5 x 1,15 x (ΔH)
62,5% < Déséquilibre	7,0 x 1,15 x (ΔH)

Cette pénalité est facturée en sus de l'énergie d'ajustement.

#### Article 10. Tolérance Cumulée (CIT)

##### 10.1 Définition

Le Coordinateur autorise au Responsable d'Equilibre un certain Déséquilibre cumulé au cours d'une Journée Gazière entre les quantités d'énergie allouées aux Points d'Entrée et les quantités allouées aux Points de Fourniture, après déduction du Gaz Carburant.



En Période Hivernale, respectivement Estivale, cette tolérance est égale à 3%, respectivement 5%, de la différence entre les volumes quotidiens nominés aux Points d'Entrée et les volumes quotidiens nominés au Point de Fourniture Distribution (déduction faite du Gaz Carburant). Cette tolérance CIT est donc calculée selon la formule suivante :

$$CIT = a * |N_E - Fuel - N_{PFD}| \text{ (avec } a = 3\% \text{ ou } 5\% \text{ selon la période)}$$

En accord avec le Responsable d'Equilibre concerné et dans le respect du principe de non-discrimination, le GRT pourra augmenter la valeur de cette tolérance pour tout Responsable d'Equilibre dont l'approvisionnement dépend significativement du Biogaz injecté sur le BAP.

Si le déséquilibre dépasse cette tolérance pour des raisons non attribuables au Coordinateur et sans son consentement, le Responsable d'Equilibre doit payer une pénalité, dont le montant est défini au paragraphe 10.4 (la pénalité s'applique uniquement sur le volume du Déséquilibre dépassant le seuil de tolérance).

## 10.2 Calcul du dépassement du CIT

Le dépassement du déséquilibre journalier autorisé  $\Delta Ch$  est calculé selon la formule suivante :

$$\Delta Ch = |Clh| - (CIT + \frac{1}{2} Flexsuppl) \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon.}$$

Le déséquilibre cumulé exprimé en pourcentage  $Des\%_C$  est calculé selon la formule suivante :

$$Des\%_C = (|Clh| - \frac{1}{2} Flexsuppl) * 100 / |N_E - Fuel - N_{PFD}| \text{ si cette valeur est positive, } 0 \text{ sinon}$$

## 10.3 Augmentation du CIT en cas d'interruption de capacités interruptibles de niveau 1

Lorsque, pour une heure donnée d'une journée gazière :

- le Responsable d'Equilibre a nominé au maximum de ses Capacités Fermes et Interruptibles de niveau 1 disponibles, ou au-delà, sur chacun des Points d'Entrée PEA, PEB et PEF pour lesquels il a souscrit de telles capacités,
- le Responsable d'Equilibre a subi une interruption des Capacités Interruptibles de niveau 1 pour un ou plusieurs de ces Points d'Entrée,
- le Responsable d'Equilibre est en déséquilibre horaire négatif pour cette heure,

alors, pour chacune des heures respectant les trois (3) critères définis ci-dessus et selon les modalités définies dans les Règles d'Accès, le CIT est augmenté de la quantité interrompue au titre des Capacités Interruptibles de niveau 1 aux différents Points d'Entrée, et ceci jusqu'à la fin de la journée gazière.

#### 10.4 Montant de la pénalité en cas de dépassement

Le montant de la pénalité est fonction du % de dépassement, du déséquilibre en valeur absolue, et de la Période (Hivernale ou Estivale).

Période Hivernale	
Déséquilibre cumulé Des% <sub>c</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 3,0%	0
3,0% < Déséquilibre ≤ 5,5%	2,0 x 1,15 x (ΔC)
5,5% < Déséquilibre ≤ 8,0%	4,5 x 1,15 x (ΔC)
8,0% < Déséquilibre ≤ 10,5%	7,5 x 1,15 x (ΔC)
10,5% < Déséquilibre	9,0 x 1,15 x (ΔC)

Période Estivale	
Déséquilibre cumulé Des% <sub>c</sub>	Pénalité en EUR
Déséquilibre < 5,0%	0
5,0% < Déséquilibre ≤ 7,5%	1,0 x 1,15 x (ΔC)
7,5% < Déséquilibre ≤ 10,0%	2,5 x 1,15 x (ΔC)
10,0% < Déséquilibre ≤ 12,5%	4,5 x 1,15 x (ΔC)
12,5% < Déséquilibre	7,0 x 1,15 x (ΔC)

Cette pénalité est facturée en sus de l'énergie d'ajustement.

Si le Déséquilibre cumulé d'un Responsable d'équilibre croit constamment dans la même direction, le Coordinateur a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité d'approvisionnement, si nécessaire en limitant le débit vers les clients de ce Responsable d'Equilibre raccordés directement ou indirectement au Réseau de Transport.

#### Article 11. Règles complémentaires

- Si le Déséquilibre journalier du Responsable d'Equilibre dépasse la DIT à la fin de la Journée Gazière, le volume du Ballon sera ramené à la limite supérieure de la DIT par une opération d'achat ou de vente entre le Coordinateur et le Responsable d'Equilibre, selon les modalités définies à l'Article 8.
- Si dès le début d'une Journée Gazière, le volume du Ballon dépasse la CIT calculée pour cette journée, la CIT sera automatiquement fixée au niveau de la valeur du Déséquilibre journalier du jour précédent.
- Au début de chaque mois calendaire, la position du Ballon est remise à zéro par une opération d'achat ou de vente entre le Coordinateur et le Responsable d'Equilibre selon les modalités définies à l'Article 8.
- Un dépassement du Déséquilibre horaire  $\Delta H$  ou un dépassement du Déséquilibre cumulé  $\Delta Ch$  ne modifie pas la position du Ballon. La pénalité liée à l'un ou à l'autre des dépassements est purement financière.
- Les pénalités relatives aux dépassements des DIT, HIT et CIT peuvent se cumuler.

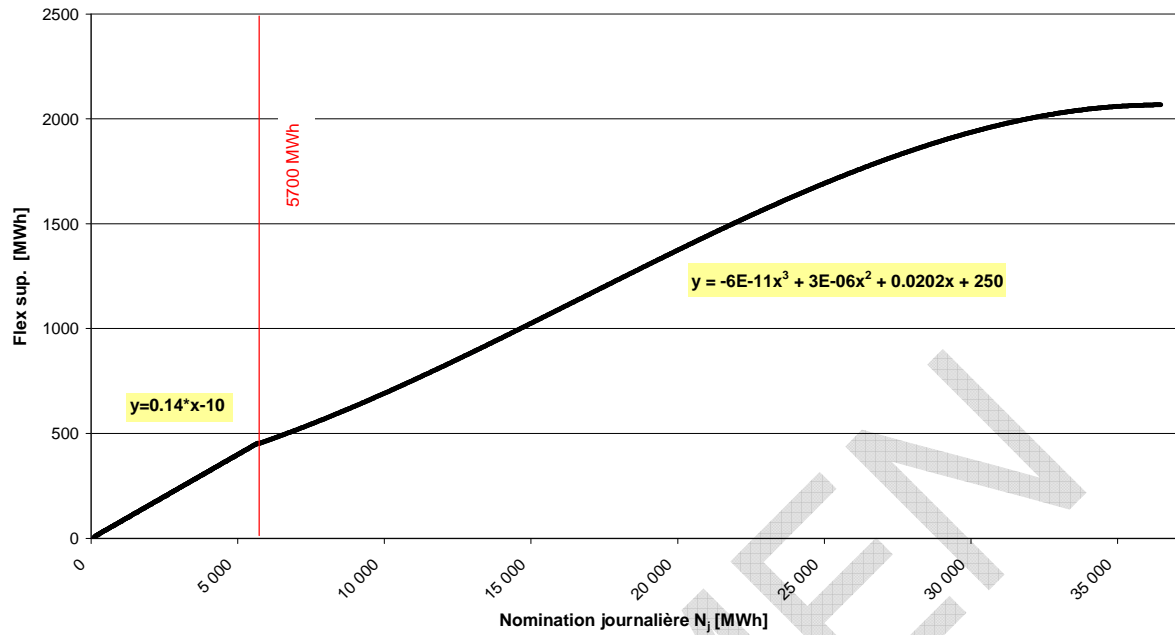
#### Article 12. Attribution de la Flexibilité Supplémentaire

La Flexibilité Supplémentaire maximale que peut souscrire un Responsable d'Equilibre est fonction de sa Nomination journalière maximale en période hivernale sur le PFI en sa qualité de Fournisseur (cette valeur est déterminée en fonction de l'historique des Nominations du Fournisseur corrigées des soutirages réels historiques des Points de Fourniture gagnés et/ou perdus par le Responsable d'Equilibre en sa qualité de Fournisseur).

La valeur limite de la Flexibilité Supplémentaire pouvant être souscrite est définie par les fonctions suivantes :

Nomination journalière maximale $N_j$ [MWh]	Flexibilité Supplémentaire $Flex_{supp}$ [MWh]
0 – 80	0
80- 5 700	$Flex_{supp} \leq 0.14 * N_j - 10$
5 700 – 37 000	$Flex_{supp} \leq (-6E-11) N_j^3 + (3E-06) N_j^2 + 0.0202 N_j + 250$

### Attribution Flexibilité Supplémentaire



Le Coordinateur se réserve la possibilité de recalculer à tout moment cette valeur limite si le portefeuille de clients alimentés par le Responsable d'Equilibre évolue.